

LE PRINCIPE SAINT-SIMONIEN

« A chacun selon sa capacité;
A chaque capacité selon ses œuvres. »

PAR

ANDRÉ JEAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Juin 1911 à 3 h.

Président : M. DESCHAMPS, professeur

Suffragants : { MM. FERNAND FAURE } professeurs.
TRUCHY }



BRIVE

IMPRIMERIE ROCHE, AVENUE DE LA GARE

1911

THESE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni im-
probation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.**

LE PRINCIPE SAINT-SIMONIEN

« A chacun selon sa capacité;
A chaque capacité selon ses œuvres. »

PAR

ANDRÉ JEAN

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Samedi 10 Juin 1911 à 3 h.

Président : M. DESCHAMPS, professeur

*Suffragants : { MM. FERNAND FAURE } professeurs.
 TRUCHY }*



BRIVE

IMPRIMERIE ROCHE, AVENUE DE LA GARE

1911

PRÉLIMINAIRES

Exposé général de la doctrine saint-simonienne

Le Producteur et l'Exposition de la Doctrine. — La conception historique des Saint-Simoniens; les périodes organiques et les périodes critiques; l'association universelle. — L'évolution de la propriété privée et la suppression de l'hérédité — Critique de la Société individualiste: l'anarchie économique; les oisifs et les travailleurs. — La propriété privée doit disparaître et faire place à la propriété sociale. — L'école saint-simonienne proscribit toute idée de violence pour établir l'ordre futur. — La formule saint-simonienne; en quoi elle manque de précision.

Après la mort de Saint-Simon, en 1825, quelques-uns de ses admirateurs les plus passionnés se réunirent pour continuer son œuvre. Esprits distingués, d'une haute culture scientifique, ils ont pu dire très justement qu'ils appartenaient à la classe des « hommes qui se paient le moins de rêveries (1) ». Ils fondèrent un journal, *Le Producteur*, pour « développer et défendre les principes d'une philosophie nouvelle »,

(1) *Doctrine de Saint-Simon*, 1^{re} année; introduction, p. 19.

basée « sur une nouvelle conception de la nature humaine (1) ». Ils ne devaient pas tarder à faire subir aux idées du maître des transformations profondes. Si, comme le remarque M. Halevy (2), la doctrine de Saint-Simon « repose sur un principe contraire à celui de l'économie politique classique », elle s'y rattache pourtant par des liens nombreux. Ces liens, les disciples allaient les rompre, en prêchant un socialisme intégral.

Toutefois, dans *Le Producteur*, on ne trouve pas tout à fait cette conception nouvelle; l'école cherche sa voie; le Saint-Simonisme n'est encore qu'un « état d'esprit (3) ». Mais, trois ans plus tard, le système était complètement établi. Bazard (4) était chargé de l'exposer dans des conférences où les assistants se pressèrent en foule. Ces conférences, réunies en deux volumes sous le titre : *Doctrines de Saint-Simon, Exposition, 1^{re} et 2^{me} année*, constituent — suivant l'expression de M. A. Menger — le monument le plus considérable du socialisme moderne. C'est là que sont posés les fondements du système parvenu à l'état définitif (5). Nous allons l'exposer brièvement, pour

(1) *Le Producteur*, tome I^{er}; introduction, p. 5.

(2) *Revue du Mois*, du 10 décembre 1907; étude intitulée : *La Doctrine économique de Saint-Simon*.

(3) Charléty, *Histoire du Saint-Simonisme*, p. 39.

(4) V. Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques*, 1909, p. 244.

(5) Il faut ajouter les deux grands journaux de l'école : l'*Organisateur* et le *Globe*; on y trouve des articles du plus grand intérêt, dus souvent à Enfantin; ils apportent des précisions nombreuses, surtout au point de vue économique.

marquer la place qu'occupe la formule, dont nous entreprenons l'étude, dans l'ensemble de la doctrine.

*
* *

Avant tout les Saint-Simoniens tiennent à faire œuvre scientifique; leur doctrine est une vaste philosophie de l'histoire. Saint-Simon, écrivent-ils, « cet homme passionné pour l'humanité, parvint à prophétiser l'avenir et à vérifier ses prophéties par des vues toutes nouvelles sur le passé (1) ». Ils ont la prétention de prouver que sa « prévoyance » a « la même origine, les mêmes bases que celle qui apparait dans les découvertes scientifiques ». Le génie de Saint-Simon, disent-ils, est de la même nature que celui de Kepler, de Galilée (2). »

Cette assurance, cet enthousiasme nous semblent, aujourd'hui, un peu excessifs. Nous avons pris l'habitude d'entendre invoquer l'histoire « non seulement en faveur d'une réforme de la propriété, mais encore en faveur des réformes proposées par tous les partis (3) ». Mais les Saint-Simoniens n'avaient pas notre scepticisme; ils croyaient, de très bonne foi, avoir découvert la loi du développement de l'humanité.

Leur conception historique, qui ne manque pas de grandeur, peut se ramener à quelques termes très simples. Ils affirment[®] — après Condorcet et Kant —

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 107.

(2) *Ibid.*, p. 119.

(3) Gide et Rist, *Histoire des Doctrines économiques*, p. 255.

la perfectibilité indéfinie de l'espèce humaine, mais ils enseignent que celle-ci ne progresse pas d'une façon continue. Tantôt, « l'ordre » règne, « tous les faits de l'activité humaine sont classés, prévus, ordonnés par une théorie générale ». Tantôt, au contraire, « la société ne présente plus qu'une agglomération d'individus isolés et luttant les uns contre les autres (1) ». Les périodes d'ordre, qu'ils appellent « organiques » sont seules des périodes de progrès. Lorsque cet ordre disparaît, l'égoïsme, la lutte lui succèdent : la société traverse une époque « critique ». Alors, il n'y a plus de croyances ; « le poète n'est plus le chanteur divin, placé en tête de la société pour servir d'interprète à l'homme, pour lui donner des lois, pour réprimer ses penchants rétrogrades, pour lui révéler les joies de l'avenir (2) ». Et l'humanité doit attendre une nouvelle apparition de l'ordre pour continuer sa marche vers la perfection. *Ad augusta per angusta !*

Ainsi, malgré des vicissitudes sans nombre, la civilisation grandit. Chaque période organique marque un progrès sur la période organique précédente : elle est constituée plus fortement, elle englobe un plus grand nombre d'hommes, elle dure plus longtemps. Dès lors, Saint-Simon a pu indiquer nettement le terme de l'évolution des sociétés : l'établissement de l'ordre définitif par « l'association universelle », comprenant tous les hommes, les unissant dans une

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 79.

(2) *Ibid.*, p. 17.

même croyance. « Ce but, nous dit l'un des disciples (1), est le plus généreux, le plus grand et le plus utile qu'on puisse proposer, car il est dans l'intérêt de toutes les classes » Et *L'Organisateur* précise : « l'association universelle » doit procurer « l'amélioration progressive, sous le rapport physique, moral et intellectuel, de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre (2). »

Voilà l'avenir de l'humanité dévoilé ! Il est « une conséquence nécessaire », « un résultat fatal du passé (3) ». Mais il est au pouvoir de ceux qui connaissent maintenant l'idéal à atteindre d'écarter les obstacles et de hâter l'avènement de la société future.

*
* *

Après la révélation de cette grande loi, il s'agit de déterminer les réformes nécessaires pour passer de la société actuelle, où l'antagonisme a encore trop de place, à l'association universelle, qui fera régner pour jamais l'unité et l'harmonie.

De profondes transformations s'imposent — les Saint-Simoniens le déclarent avec plus de franchise que beaucoup d'autres réformateurs ; — la première, celle d'où découleront toutes les autres, c'est celle de la propriété.

Les économistes constatent son existence, procla-

(1) Lemonnier. *A chacun selon son mérite, à chacun selon son travail*, Paris, 1832, p. 1.

(2) *L'Organisateur*, 11 juin 1831.

(3) *Exposition*, 1^{re} année, p. 50.

ment qu'elle est la pierre angulaire de l'ordre social; ils ne paraissent pas se douter qu'elle puisse même être discutée; ils la présentent comme un fait invariable. « Nous aussi, répondent les disciples, nous répéterons, si l'on veut, que la propriété est la base de l'ordre politique; mais la propriété est un fait social, soumis comme tous les autres faits sociaux à la loi du progrès; elle peut donc, à diverses époques, être entendue, réglée de diverses manières (1). »

Cet argument sera largement utilisé par tous les socialistes du xix^e siècle. Les Saint-Simoniens s'efforcent de le justifier par des faits. Autrefois, la propriété comprenait même les hommes; le maître avait sur son esclave autant de droits que nous en exerçons aujourd'hui sur les choses. Puis, le servage est venu, marquant une atténuation notable à la barbarie primitive. De nos jours, les choses seules peuvent être possédées; et cette propriété, à son tour, se modifie : tantôt la volonté du père peut donner tout l'héritage à l'ainé de la famille, tantôt la loi exige que cet héritage soit partagé entre tous les enfants; tantôt le père peut transmettre à son fils la charge la plus importante de l'État, tantôt l'État décide qu'il nommera lui-même le titulaire de cette charge et il choisit, pour l'occuper, le plus digne. L'évolution est donc manifeste et doit se continuer. « Un dernier changement est devenu nécessaire; c'est au moraliste à le préparer; plus tard, ce sera au législateur à le pres-

(1) *Exposition*, p. 179.

crire... La loi de progression que nous avons observée tend à établir un ordre de choses, dans lequel l'État, et non plus la famille, héritera des richesses accumulées, en tant qu'elles forment ce que les économistes appellent le fonds de production (1). »

Le raisonnement prête d'ailleurs à la critique. Les Saint-Simoniens constatent une évolution de la propriété et ils la justifient dans une certaine mesure. Mais ils affirment, sans le prouver, qu'elle tend à faire de l'Etat l'unique héritier. Ils interprètent mal certains actes de la Révolution, qui, somme toute, est restée individualiste (2). En réalité, comme nous allons le voir, la transformation qu'ils réclament leur paraît indispensable pour faire cesser « l'anarchie économique » dans laquelle se débat la société. Et c'est seulement pour fortifier leur thèse qu'ils ont eu recours à l'histoire.

Il faut donc étudier de près la propriété dans nos sociétés modernes. Les Saint-Simoniens voient nettement son importance et ils savent que, s'ils parviennent à ébranler cette institution fondamentale, tout l'édifice qui repose sur elle croulera nécessairement. Ils l'attaquent avec une violence que les réformateurs postérieurs n'ont guère pu dépasser et à l'aide d'arguments qui seront souvent reproduits.

Ils la définissent d'abord et indiquent son rôle. « La propriété, dans l'acception la plus habituelle du

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 183.

(2) V. sur ce point Robert : *Le Saint-Simonisme et l'hérédité*, thèse, p. 17 et suiv.

mot, se compose des richesses qui ne sont pas destinées à être immédiatement consommées et qui donnent droit aujourd'hui à un revenu... En ce sens, elle embrasse les fonds de terre et les capitaux, c'est-à-dire, selon le langage des économistes, le *fonds de production*. Pour nous, les fonds de terre et les capitaux, quels qu'ils soient, sont des *instruments de travail*; les propriétaires et capitalistes sont les *dépositaires de ces instruments*, leur fonction est de les *distribuer* aux travailleurs (1). »

Or, cette fonction des propriétaires et des capitalistes est particulièrement mal remplie. Ce qui domine, dans l'industrie, c'est l'égoïsme; son moyen d'action, c'est la concurrence. Les lois de l'offre et de la demande agissent comme le veulent les économistes et les crises sont toujours plus nombreuses et plus douloureuses. C'est que, « tout est livré aux chances incertaines des lumières individuelles (2) ». Les capitalistes sont au plus fort de la mêlée; ils ne dominent pas l'ensemble de l'activité économique. Comment, dans ces conditions pourraient-ils la diriger ! Souvent même, ils sont incapables, car c'est simplement le hasard de la naissance qui les a investis d'une fonction sociale si importante. C'est l'anarchie forcée dans les relations économiques : « aucune vue d'ensemble ne préside à la production; elle a lieu sans discernement, sans prévoyance; elle manque sur un

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 190.

(2) *Ibid.*, p. 88.

point, sur un autre elle est excessive (1) ». Et les économistes, qui sont bien obligés de constater la réalité du mal, prétendent le guérir par une liberté plus grande en laissant agir la concurrence sans limite : c'est une folie ! Car ce mal n'est pas accidentel, il est chronique. Il consiste en ce que « la répartition des instruments de travail est faite par des individus isolés, ignorant à la fois et les besoins de l'industrie, et les hommes, et les moyens capables d'y satisfaire (2) ». Il durera autant que subsistera la propriété privée.

Ce n'est du reste là qu'une des faces du problème : si la propriété privée n'est pas défendable au point de vue de l'utilité, elle l'est moins encore au point de vue de la justice. On constate en effet que, malgré toutes les lois de la Révolution, qui n'ont pas su faire des droits qu'elles proclamaient une réalité, « et sauf quelques rares exceptions, les avantages propres à chaque condition sociale se transmettent *héréditairement*..... Les économistes ont pris soin de constater un des aspects de ce fait, l'*hérédité de la misère*, lorsqu'ils ont reconnu dans la société l'existence d'une classe de prolétaires. Aujourd'hui, la masse entière des travailleurs est exploitée par les hommes dont elle utilise la propriété (3) ».

Il faut donc distinguer dans la société deux classes, celle des « oisifs » et celle des « travailleurs », ceux-ci vivant de leur travail et ceux-là de leurs revenus.

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 191.

(2) *Ibid.*, p. 191.

(3) *Ibid.*, pp. 175 et 176.

Cette distinction, nous dit Enfantin, est capitale, à ce point « qu'on est vraiment sans boussole lorsqu'on la perd de vue ». Entre ces deux classes, pas un intérêt n'est commun. « Les *travailleurs* doivent désirer la hausse des *salaires*, la baisse de l'*intérêt*, des *loyers* et des *fermages*, tandis que les *oisifs*, qui vivent de *loyers*, de *fermages* et d'*intérêts* et qui paient les salaires, pensent tout le contraire des travailleurs (1). » Ainsi subsiste « l'exploitation de l'homme par l'homme » puisque c'est le capitaliste, le « bourgeois » tout-puissant qui impose les conditions du travail et qui profite de sa force en se réservant une vie paisible et fastueuse tandis qu'il laisse à l'ouvrier le labeur ingrat dont il garde le profit. Exploitation atténuée, certes, si l'on compare notre état social à celui des peuples antiques ; exploitation pourtant odieuse encore, et qu'il faut supprimer.

La propriété privée doit donc disparaître puisqu'elle produit tant d'iniquités. Mais sa disparition ne doit pas être le résultat de la violence, car jamais une révolution n'a pu établir un ordre durable. « Toute idée de *violence* pour faire cesser un pareil état, dit un apôtre, serait une absurdité de la part des *travailleurs*. Les *oisifs* peuvent bien se faire illusion au point de regarder comme convenable l'emploi de la baïonnette et de la mitraille quand les *travailleurs* demandent du pain : à eux permis, ils n'ont pas de meilleure raison à leur donner ; mais pour les

(1) *Le Globe*, 7 mars 1831.

travailleurs..... la force ne saurait être une dernière raison ; il leur est facile de démontrer que ceux qui produisent tout..... doivent *avant tous* et *plus que tous*, jouir de l'*affection* et du *respect* des hommes et aussi d'une large part des richesses qu'ils ont créées (1). »

*
* *

La suppression de l'hérédité entraîne un renversement complet de toute l'organisation économique. A l'action isolée des individus, déterminée par l'intérêt personnel, va faire place l'action de la société, devenue association de travailleurs. L'Etat futur devra assumer la fonction écrasante de régler scientifiquement la production et la répartition des richesses, conformément au double principe d'utilité et de justice.

Les instruments de travail seront employés par les plus habiles à les manier. Les produits deviendront ainsi beaucoup plus nombreux, puisque tous les hommes travailleront et que le travail sera mieux organisé. Le bien-être augmentera. L'Etat donnera à chaque travailleur un salaire proportionné à l'importance de sa fonction, car les Saint-Simoniens ne veulent pas réaliser l'égalité ou, plutôt, ils ne l'admettent qu'à la naissance. Chaque membre de la société future sera véritablement le fils de ses œuvres.

Les Saint-Simoniens expriment cette conception sociale par leur formule fameuse : « A chacun selon

(1) *Le Globe*, 14 mars 1831.

sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres. » Cette formule, les apôtres l'ont répétée avec une obsédante monotonie dans toutes leurs prédications ; ils l'ont inscrite comme épigraphe en tête de leurs journaux de propagande. Après eux, chacun l'a retenue comme résumant d'une façon saisissante l'idéal saint-simonien.

Et cependant, elle manque de clarté. Un peu de réflexion permet bien de comprendre que la première partie de la formule : « A chacun selon sa capacité » concerne l'organisation de la production ; que la seconde : « A chaque capacité selon ses œuvres », concerne la répartition des richesses. Mais, en quel sens les saint-simoniens entendaient-ils ce double principe et surtout le second ? Comment espéraient-ils pouvoir pratiquement le réaliser ? C'est à ces deux questions que nous voudrions essayer de répondre, en étudiant l'organisation sociale de l'avenir d'après les nombreux écrits des théoriciens de l'école (1).

(1) Sur l'obscurité de la formule saint-simonienne, voir l'étude de M. Halevy, *La Doctrine économique des Saint-Simoniens*, dans la *Revue du mois* du 10 juillet 1908.

CHAPITRE PREMIER

Les mesures transitoires et le gouvernement de l'avenir

Les Saints-Simoniens partent des principes classiques. — Le crédit; la baisse de l'intérêt. — Les réformes : création d'une banque commanditaire de l'industrie; suppression des successions en ligne directe; impôt progressif sur les successions collatérales; mobilisation de la propriété foncière; les emprunts. — Le système général de banques.

Saint-Simon, au début tout à fait libéral et individualiste, s'était détaché peu à peu de l'économie politique classique. On a pu dire qu'à sa mort, sa doctrine était devenue, insensiblement, presque socialiste, en ce sens qu'elle considérait comme possible « et comme se réalisant graduellement une organisation centralisée du travail industriel et une distribution concertée de la richesse sociale (1). »

Il est intéressant de constater que les idées des Saints-Simoniens ont subi une évolution analogue à celles du Maître — mais bien plus accentuée — depuis l'apparition du *Producteur* jusqu'à l'*Exposition de la doctrine*. Partant des principes classiques

(1) Halévy, *La doctrine économique de Saint-Simon*.

— Saint-Simon lui-même n'avait jamais cessé de tenir pour ses maîtres Adam Smith et J.-B. Say — ils rêvent un magnifique développement du crédit; ils conçoivent ensuite une série de mesures transitoires, pour parvenir enfin à la réalisation de leur idéal.

Dans *Le Producteur*, les disciples s'adressent avant tout aux industriels. Ils commencent par leur exposer les grandes lois de l'économie politique; ils leur montrent que tous leurs travaux, de genres si différents, sont cependant étroitement solidaires; ils leur enseignent la puissance de l'esprit d'association. « C'est pour développer ses avantages, écrit Adolphe Blanqui, que *Le Producteur* a été conçu : il est le héraut de la science économique;... il tend à dégoûter les âmes bien faites de la passion, trop commune encore, des sinécures de toute espèce; il ouvre le champ de la gloire industrielle, toute fertile, toute pacifique, à ceux qui sont las de la guerre de parti, et qui ne veulent plus de la guerre étrangère. Il croit avoir deviné l'opinion de la France et il espère y répondre (1). » Dans le même article, Adolphe Blanqui compare les phénomènes de la production et de la répartition des richesses dans les sociétés, au mouvement du lever et du coucher des astres dans la voûte céleste; il dit que les lois économiques sont aussi fatales que celles de l'astronomie, et que les hommes doivent apprendre à connaître les unes comme les autres pour s'y conformer.

(1) *Le Producteur*, tome I, p. 348.

Mais les Saint-Simoniens se dégagent bien vite de ces données. Pour eux, l'homme a une mission plus haute : s'il ne peut rien contre la marche régulière des planètes, il doit utiliser les lois économiques pour obtenir une meilleure organisation de la société.

En vertu de quel principe devra se faire cette organisation ? Le point essentiel est de corriger le plus grand défaut de la société contemporaine : la distribution selon le hasard de toutes les fonctions sociales. « Le but de l'association, dit Enfantin, est que les instruments de l'exploitation et l'objet à exploiter soient toujours à la disposition des hommes qui savent le mieux en tirer parti » et « que la quotité de cette répartition soit basée sur la capacité industrielle du travailleur (1). » L'important est ensuite de rendre moins lourd le despotisme qu'exercent aujourd'hui les oisifs sur les travailleurs, en précipitant la déchéance progressive des premiers et en faisant croître le prestige social des seconds. « Nous disons aux industriels, écrit l'un des apôtres, qui sont la force physique du corps social... qu'ils doivent bien se pénétrer de l'idée de leur importance (2). » Ainsi, dès l'origine, les Saint-Simoniens s'attachent avant tout au classement selon la capacité. La formule saint-simonienne apparaît comme une conséquence nécessaire des violentes critiques formulées par l'école ; elle fournit le moyen de supprimer l'anarchie économique ; elle constitue la base même de la doctrine.

(1) *Le Producteur*, tome III, p. 67,

(2) *Le Producteur*, tome I, Introduction, p. 10.

Les saint-simoniens songent surtout à utiliser l'admirable puissance du crédit, seule capable, à leurs yeux, d'imprimer à la société « une force de production et une direction d'ensemble inconnues jusqu'alors (1). » Poser les règles du crédit, l'étudier dans sa condition actuelle, montrer les perfectionnements dont il est susceptible et qui favoriseront les progrès futurs de l'humanité : telle est l'œuvre du *Producteur*.

Voici d'abord la définition du crédit, d'après l'école saint-simonienne : « Le *crédit* a pour but, dans une société où les uns *possèdent* des instruments d'industrie sans avoir capacité ou volonté de les mettre en œuvre, et où d'autres, qui sont industriels, ne *possèdent pas* d'instruments de travail, de faire passer le plus facilement possible ces instruments des mains des premiers qui les possèdent, dans celles des seconds qui savent les mettre en œuvre (2). »

Tous les matériaux, dont l'usage est indispensable aux travailleurs, les capitalistes les mettent à leur disposition, moyennant un prix de location, un intérêt, dont le taux diminue à mesure que la civilisation grandit. Or cet intérêt se compose de deux parties qu'il importe de distinguer avec soin : d'abord, la prime d'assurance qui garantit la solvabilité de l'emprunteur ; ensuite, la part que le propriétaire prélève réellement sur les produits obtenus chaque année en

(1) *Le Producteur*, tome I, Introduction, p. 13. '

(2) *Le Globe*, 27 septembre 1830.

utilisant le capital. C'est cette dernière part qui tend à se réduire de plus en plus. Un jour, sans doute, elle sera tout à fait nulle ; la prime d'assurance alors subsistera seule, c'est-à-dire que le travailleur recevra des capitaux s'il en est digne, s'il est jugé « capable » de les mettre en œuvre.

Cette baisse de l'intérêt et de la rente — car l'un entraîne l'autre — est d'ailleurs indispensable. « On reconnaîtra que cette rente, dit *Enfantin*, si elle ne devait pas continuellement diminuer, et enfin s'anuler, constituerait dans la société l'existence d'un oisif par transmission jusqu'à l'époque la plus reculée ; le père léguerait à ses descendants une rente perpétuelle d'oisiveté ; un pareil contrat peut satisfaire l'amour aveugle d'un père ou la paresse d'un fils, mais il n'est pas en rapport avec les besoins d'une société (1). »

Car il ne doit pas se trouver d'oisifs dans une société bien faite. C'est l'erreur des économistes de n'avoir pas aperçu cette vérité. Ils ont appris aux capitalistes que l'on produisait de deux manières : par son travail et par celui de ses capitaux. La première méthode, naturellement, a eu la préférence des capitalistes ! « Nous nous *reposons*, peuvent-ils dire, mais nos capitaux travaillent ; nous sommeillons, mais ils veillent ; donc, il est juste que nous consommions les produits de *leurs* travaux et de *leurs* veilles. » Dérision amère ! Les écus auraient-ils travaillé ? Non cer-

(1) *Le Producteur*. tome I, p. 556.

tes ! « Mais voyez l'*homme* à qui vous les avez prêtés et qui tombe de fatigue en vous les rapportant : c'est lui qui a veillé, c'est lui qui est usé, fatigué (1). » Voilà « l'exploitation de l'homme par l'homme. » Elle tend à diminuer à mesure que l'intérêt baisse ; ainsi le veut la loi de perfectibilité. Mais l'organisation actuelle du crédit a-t-elle pour résultat d'accélérer ce mouvement ? Pour les Saint-Simoniens, toute la question est là.

A ce point de vue le crédit leur semble établi sur de mauvaises bases. Sans doute, l'institution des banques a constitué un énorme progrès, car les banquiers sont en mesure de procurer aux industriels des instruments à bien meilleur marché que ne pourraient le faire les capitalistes ; ils connaissent mieux qu'eux les besoins de l'industrie ; ils peuvent apprécier, dans une certaine mesure, la capacité des industriels. Mais tout cela n'est encore qu'un rudiment grossier. Le banquier le mieux informé ne peut pas saisir l'ensemble de l'activité économique, puisque toute cette activité ne converge pas vers lui. De plus, les travaux agricoles lui échappent complètement, car la législation de la propriété foncière est « toute empreinte du dogme d'immobilité des sociétés de l'antiquité » (2) et il est le plus souvent trop éloigné des emprunteurs pour pouvoir apprécier efficacement leur capacité. Enfin, et c'est le vice fondamental, ces banques, fondées par des capitalistes, désirent avant

(1) *Le Globe*, 4 avril 1831.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 204.

tout de gros bénéfices. Elles s'efforcent de retarder autant qu'il est possible la baisse de l'intérêt. Elles veulent prolonger l'asservissement du travail, tandis que leur devoir serait de l'affranchir.

Il importe donc de lutter contre cette influence néfaste, et les Saint-Simoniens ne se dissimulent pas la difficulté de la tâche. « Certes, nous sommes encore loin, constate mélancoliquement Enfantin, de cette époque où l'oisiveté ne pourra plus consommer que les produits reçus gratuitement par héritage ou bien acquis par un travail passé, c'est-à-dire un capital et non pas un intérêt (1). » Pourtant, les disciples ne se répandent pas en récriminations vaines. Ils abordent de front l'obstacle et se séparent définitivement du libéralisme, en proposant la création d'une « banque commanditaire de l'industrie ».

« L'association commanditaire de l'industrie, nous dit *Le Producteur*, ouvre une nouvelle série de travaux et prend, dès son origine, le caractère d'une des plus larges conceptions produites par l'esprit d'association (2). » Cette banque devait être fondée par l'Etat, qui lui aurait fourni un capital. Pour obtenir ce capital, les Saint-Simoniens demandent l'application immédiate de deux mesures : la suppression des successions en ligne collatérale et l'établissement d'un impôt progressif sur les successions en ligne directe. L'Etat aurait ainsi rapidement des sommes considé-

(1) *Le Producteur*, tome III, p. 68.

(2) *Le Producteur*, tome I, p. 13.

rables et qui augmenteraient régulièrement chaque année.

A la tête de cette banque on placerait des gérants, des administrateurs nommés par l'Etat. Ils seraient entourés d'auxiliaires nombreux, pris parmi l'élite des banquiers et des industriels. On aurait ainsi un conseil d'administration qui serait une véritable « chambre représentative des travailleurs ». Le capital de la banque étant devenu propriété sociale, « l'établissement n'aurait plus les mêmes motifs d'intérêts *individuels, oisifs* ». Il agirait uniquement dans l'intérêt des travailleurs. « Les gérants de cette banque nouvelle publieraient les noms des hommes industriels dont elle aurait adopté les projets et favorisé les travaux, ils annonceraient les nouveaux plans conçus et à concevoir, ils traceraient les routes dans lesquelles il serait urgent de voir entrer l'industrie; par eux, des concours seraient ouverts; ils signaleraient les besoins à satisfaire; ils diraient, là est l'encombrement, là au contraire est la disette; ils régleraient l'œuvre industrielle; ils *administrent* alors réellement la *fortune publique* (1). » La banque aurait du reste des filiales dans les plus importantes localités; des banques de plus en plus spéciales devraient à leur tour s'établir, pour être en rapport constant avec toutes les catégories de travailleurs (2).

(1) *Le Globe*, 4 avril 1831.

(2) Voir, dans le *Globe* du 7 janvier 1831, le projet de M. Guérault : Création de douze comptoirs d'escompte, destinés chacun à une profession spéciale, libraires, épiciers, etc.

La création de la banque commanditaire de l'industrie est la plus importante des mesures conçues par les Saint-Simoniens pour amener la société à sa condition future. Ce n'est cependant pas la seule qu'il convienne de citer. Ils proposent encore de « mobiliser » la propriété foncière et de supprimer tous les impôts en les remplaçant par des emprunts.

Au sujet de la propriété foncière, les apôtres songent tout d'abord à améliorer les lois de la Révolution qui concernent le régime des hypothèques. Mais un nouvel examen de la question les amène à proposer un système beaucoup plus radical et beaucoup plus simple. Ils conseillent aux propriétaires oisifs d'abandonner leurs terres à l'Etat; en échange, ces derniers recevraient un titre de rente dont ils toucheraient les arrérages(1). Par ce moyen, l'Etat — qui, d'autre part, aurait chaque année la propriété de nombreuses terres, par suite de la suppression des successions collatérales — dirigerait lui-même la production agricole.

Quant aux impôts, les Saint-Simoniens veulent les supprimer, purement et simplement. Le seul moyen logique de se procurer de l'argent, c'est d'emprunter. Mais les prêteurs, dira-t-on, exigeront un intérêt? — Sans doute, et pour les payer il faudra faire toujours de nouveaux emprunts. Pour les apôtres, l'accroissement de la dette publique ne saurait constituer un danger; ce qu'il faut craindre, ce n'est pas l'énormité de la dette, mais l'emploi défectueux que l'on

(1) *Le Globe*, 21 décembre 1830.

fait trop souvent de l'argent emprunté. Elevez des écoles pour le peuple, disent-ils, tracez des routes, construisez des chemins de fer, creusez des canaux et personne ne vous accusera d'avoir trop emprunté ! — Mais, objecte-t-on encore, les prêteurs n'accepteront pas de n'être jamais remboursés ? — Ils le seront, affirme l'école. Les titres seront facilement négociables et tout capitaliste pourra, s'il veut devenir industriel, faire substituer à ses droits un industriel qui désire se reposer. Et « ce remboursement individuel est le seul qu'il soit utile d'admettre ; il satisfait aux besoins réels de la société, puisqu'il tend toujours à procurer aux capitaux l'emploi le plus productif (1). »

Sur la portée de ces mesures, les disciples se montrent pleins de confiance. Leur mise à exécution n'était cependant possible qu'à la condition de convertir le pouvoir politique, puisqu'ils proscrivent la violence. Les apôtres essayent d'y arriver par tous les moyens. Tantôt ils s'adressent au roi ; tantôt ils se tournent vers les Chambres, par exemple pour demander des modifications à la loi électorale en faveur des représentants de l'industrie (2).

Ils n'ont aucun succès ; mais leurs échecs ne les découragent pas. Au contraire, ils s'exaltent ; Enfantin affirme que le but sera bien plus vite atteint que l'on

(1) *Le Producteur*, tome III, p. 238. Voir aussi la brochure de de Stéphane Flachet intitulée : *Le Choléra*. Il développe un plan de travaux à entreprendre pour assainir Paris.

(2) *L'Organisateur*, 31 octobre 1829. Voir aussi la brochure de Michel Chevalier : *Aux hommes politiques*, 1832.

ne pensait. La seule banque commanditaire de l'industrie, par l'accroissement progressif de son capital, sera propriétaire « en moins d'un demi-siècle » du sol entier, des maisons et des usines qui le couvrent (1). Et le Gouvernement de l'avenir sera constitué !

L'*Exposition* en indique l'organisation générale. Au sommet de la hiérarchie serait une « *banque centrale* », « représentant le gouvernement dans l'ordre matériel : cette banque serait dépositaire de toutes les richesses, du fonds entier de production, de tous les instruments de travail, en un mot de ce qui compose aujourd'hui la masse des propriétés individuelles ». Puis, « des *banques de second ordre* » qui n'en seraient que le prolongement et au moyen desquelles elle se tiendrait en rapport avec les principales localités, pour en connaître les besoins et la puissance productrice. Ces banques « commanderaient encore, dans la circonscription territoriale qu'elles embrasseraient, à des banques de plus en plus spéciales embrassant un champ moins étendu des rameaux plus faibles de l'*arbre* de l'industrie (2). »

Tel est le schéma de l'organisation future. La banque générale accorderait des crédits aux banques inférieures suivant les besoins ; et ces dernières feraient la répartition entre tous les travailleurs.

Rien n'empêcherait, du reste, de conserver dans

(1) *Le Globe*, 4 avril 1831.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, pp. 206 et 207.

l'état de l'avenir les administrateurs de la société d'aujourd'hui ; on pourrait même les appeler encore ministres, préfets ou maires. Ils devraient seulement changer de caractère, comme celà leur est déjà si souvent arrivé. « Ainsi nos gouvernants d'aujourd'hui, dit un apôtre, n'ont plus la lance au poing, le casque en tête et l'épée au côté, comme au temps de Charlemagne ; ils seraient même quelque peu ridicules si seulement ils laissaient pousser leurs moustaches ; ils ne sont plus soldats, ils sont *bourgeois*. C'est un progrès parce que le bourgeois est débonnaire. Pourquoi ne deviendraient-ils pas industriels ? (1) »

Malgré tous les efforts des Saint-Simoniens, leur conception de l'avenir donnait lieu à de vives critiques et inspirait d'unanimes appréhensions. Les journaux les prenaient violemment à parti. Ils les traitaient d'utopistes, de rêveurs ; ils leur faisaient remarquer que rien, dans le passé, ne pouvait donner la moindre idée d'un pouvoir aussi vaste que celui de l'état saint-simonien et qu'avant de se laisser diriger par lui on voudrait au moins le connaître d'une façon un peu plus précise (2).

A ces sollicitations pressantes, les disciples répondaient en répétant les mêmes explications, presque toujours dans les mêmes termes. « Aux hommes qui s'arrêtent aux petits détails de pratique, ajoutaient-ils, nous disons que leur temps n'est pas encore venu. A

(1) Le *Globe*, 4 avril 1831.

(2) Voir un article de la *Gazette de France*, reproduit dans le *Globe* du 11 février 1831, avec la réponse des Saint-Simoniens.

tous nous montrons que faire un plan-devis à l'avance, ce serait se mettre dans la nécessité de torturer le monde extérieur... Fermes et inébranlables sur la base, à *chacun selon sa capacité*, à *chaque capacité selon ses œuvres*, nous voulons en faire la règle morale de l'humanité, mais nous avons un autre principe encore, c'est celui du progrès, de la transformation graduelle; ce principe nous fait un devoir de tenir compte des temps, des lieux et des hommes (1). »

(1) L'*Organisateur*, 11 juin 1831.

CHAPITRE II

L'Éducation

Les savants théoriciens et les savants praticiens. — Importance de l'éducation. — L'instruction primaire et la détermination de la vocation des enfants. — L'éducation professionnelle. — La désignation pour les différents emplois sociaux à la sortie des écoles. — L'armée envisagée comme école professionnelle.

A côté de la « banque centrale », véritable pivot de l'activité sociale « considérée sous son aspect matériel », il existe, dans l'état saint-simonien, un second pouvoir, qui en est indépendant; c'est la « classe des savants généraux ou classe philosophique »; elle exerce le « gouvernement scientifique » de la société; elle a sous ses ordres tous les « savants » de même que la banque commande à tous les « industriels. »

Cet organe central d'un genre nouveau, inconnu de nos sociétés, où « l'anarchie » règne dans les sciences comme dans la production(1), a pour but d'exercer « une direction prévoyante et sage » sur deux catégories de savants qui lui sont subordonnées, les « savants théoriciens ou perfectionnants » et les « sa-

(1) *Exposition*, 1^{re} année, pp. 84 et 85.

vants praticiens ou enseignants », de telle sorte que les sciences progressent méthodiquement et « que les lacunes senties par les enseignants soient dénoncées rapidement aux perfectionnants qui doivent les remplir (1). »

Nous n'insisterons pas sur l'organisation compliquée qui concerne les savants chargés de perfectionner la science. Ils sont comme enrégimentés; on les répartit en « académies » nombreuses, chacune ayant pour mission d'approfondir une branche spéciale du savoir humain. L'action toute puissante des philosophes ne consiste pas seulement à diriger leurs études, mais aussi à « commander » leurs travaux sur tous les points restés obscurs et que l'intérêt social oblige à éclaircir. C'est l'esprit d'autorité pesant lourdement sur les choses de l'intelligence. Conception bizarre, fausse et rétrograde, si l'on songe que seule la pleine liberté — si péniblement conquise — a permis aux sciences de devenir, de nos jours, le principal agent du progrès économique.

Les savants chargés d'enseigner, au contraire, nous intéressent d'une façon particulière. Leur influence sociale est prépondérante. Ils ont d'abord à former des « capacités. » Cette mission est capitale, car, pour les Saint-Simoniens, l'homme n'est rien que par les facultés qu'il a reçues de son Créateur, et ses facultés, mêmes brillantes, sont destinées à rester stériles si elles ne sont pas développées par l'instruc-

(1) *Le Globe*, 1^{er} juin 1831.

tion. Les enseignants doivent aussi constater les aptitudes individuelles ; l'éducateur classe l'enfant « suivant sa vocation » avant que l'Etat intervienne pour assigner une place à l'homme dans la hiérarchie sociale « selon sa capacité. » Le collège, dit un disciple, est véritablement la Société en miniature. C'est pour cette raison que les Saint-Simoniens considéraient ce problème de l'éducation comme fondamental. « Dans l'avenir, dit Transon, nous aurons pour maintenir l'ordre établi et pour classer les individus un moyen général, efficace, absolu, j'allais dire infaillible, je veux parler de l'éducation.... L'éducation des générations nouvelles sera pour nous, sous un certain rapport, l'œuvre la plus importante de l'association ! »

*
* *

Aujourd'hui, disent les apôtres, l'instruction n'est pas donnée à tous ; elle est le privilège d'une minorité. L'état « bourgeois » a laissé l'immense majorité des individus dans l'ignorance, et cette ignorance, les travailleurs se la transmettent héréditairement comme la misère, dont elle est la suite inévitable. Quelle injustice ! Que de forces inutilisées faute d'être connues ! Dans la société future, l'enfant, quelle que soit sa naissance, dès qu'il aura l'âge de comprendre (1),

(1) Nulle part les Saint-Simoniens n'indiquent exactement l'âge auquel l'enfant sera admis à commencer ses études. Ils ne disent pas non plus à quel âge les études seront terminées. Toute latitude est laissée aux maîtres, à cet égard. « Il n'y a pas d'âge fixe déterminé, dit *l'Organisateur*, parce que tous les individus diffèrent de tempérament et de santé. A chacun selon ses forces ! »

quittera sa famille pour le collège. L'état se chargera de lui complètement, définitivement, jusqu'au moment où un emploi lui sera attribué.

Cette conception caractérise la doctrine sociale de l'école et montre son opposition avec le passé. Ce qu'elle proclame, c'est le droit pour tous à l'éducation; mais il ne s'agit pas seulement d'un enseignement élémentaire, mis gratuitement à la disposition des classes populaires, ce qui serait déjà beaucoup, cependant, puisque cela préparerait leur émancipation future (1); il s'agit d'une éducation complète, aussi complète du moins que le permettent les aptitudes de chacun, de sorte que le plus humble, s'il est bien doué, puisse parvenir aux plus hauts emplois. « C'est par là en effet, dit l'*Exposition*, que chaque homme atteindra à sa toute-puissance, à tout le bien-être auquel son organisation peut le faire prétendre; c'est par là que se trouvera réalisée cette *égalité* que le *sentiment* invoque depuis si longtemps sans avoir pu encore déterminer en quoi elle consiste (2).

Donc, par les soins de l'Etat, le pays se couvre d'écoles où tous les enfants sont admis. Quel enseignement va-t-on leur donner? Il faut remarquer, dit encore l'*Exposition*, que « la Société ne présente la triple face des beaux-arts, science et industrie, que parce que les individus qui la composent possèdent chacun les trois facultés dont le développement pré-

(1) Les Saint-Simoniens appuyaient le projet Guizot, qui devient la loi du 22 juin 1833, sur l'enseignement primaire.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 281.

dominant d'une seule constitue l'artiste, le savant ou l'industriel », que « chaque individu, quelle que soit sa tendance spéciale n'en est pas moins toujours aimant, doué d'intelligence et d'activité matérielle. » Il en résulte que tous les élèves seront l'objet d'un triple enseignement, à la fois moral, intellectuel et industriel, depuis leur première enfance, jusqu'au moment où, leur aptitude étant connue, on les dirigera du côté où les appelle leur vocation (1).

*
* *

Nous voici au point essentiel. Comment les Saint-Simoniens entendaient-ils déterminer la « vocation » des enfants ? Il faut savoir par quels moyens ils croyaient pouvoir le découvrir. Il faut savoir également si l'arbitraire ou la force devaient être absolument étrangers à cette appréciation des aptitudes individuelles.

D'abord, font remarquer les disciples, il est certain que l'on ne pourrait pas aujourd'hui déterminer la vocation des enfants, même si on le voulait vraiment. Qui, en effet, aurait qualité pour trancher une question si grave ? Est-ce le père ? Mais il n'en est pas capable, car il n'a pas appris « par des études profondes, l'art le plus difficile, le plus grand et le plus beau, celui de découvrir la vocation des hommes. » Toute sa vie a été consacrée à l'exercice de quelque fonction spéciale, comment pourrait-il déterminer,

(1) *Exposition*, 1^{re} année, pp. 249 et 250.

entre toutes les fonctions, celle qui convient le mieux à son fils ! Vaut-il mieux laisser l'enfant décider lui-même ? Mais il ne connaît rien encore de la vie ; il prendra un goût passager pour une vocation définitive ; son choix sera presque toujours mauvais.

D'ailleurs, continuent les apôtres, le bourgeois ne tente pas de résoudre cet insoluble problème. Que lui importe la vocation de son fils ! Une secrète vanité lui conseille toujours, même à son insu, de le pousser vers telle ou telle carrière. Alors commence pour cet enfant une longue et douloureuse torture, qui durera autant que sa vie, mais la situation sociale de ses parents l'oblige bien à l'accepter (1). L'éducation bourgeoise va donc au rebours du bon sens ; elle altère les dispositions des enfants en voulant leur en donner de factices ; « d'un savant ou d'un artiste, on fait un financier ou un militaire ; on travaille les enfants comme les ifs de nos anciens jardins et il ne peut en résulter que des ouvrages souvent difformes et toujours faux » (2). Ce qui manque, c'est « une autorité chargée d'apprécier et de développer les tendances individuelles. » Il ne faut pas tout abandonner « à la vanité, à l'ambition des familles ou aux goûts peu réfléchis des enfants. » (3)

Du reste, la vocation des enfants est-elle si difficile à apprécier ? L'essentiel est de s'y prendre comme il

(1) *Le Globe*, 7 mars 1831.

(2) *L'Organisateur*, 13 décembre 1829.

(3) *Exposition*, 1^{re} année, p. 280.

faut. Pour les Saint-Simoniens, le jugement à porter se réduit à ceci : « apprécier l'influence qu'exerce sur chaque élève le récit ou l'exemple des faits qui sont offerts à son intelligence et à ses sens ». Dans le collège de l'avenir, cette éducation primaire, d'une importance si grande, ne ressemblera pas à cet enseignement austère qui est seul donné aujourd'hui. On ne laissera plus les enfants confinés dans leur classe comme « en serre chaude ». On les conduira dans les villes où ils visiteront les ateliers ; ils se promèneront dans les champs où ils verront les cultures. Ils seront mis en contact avec toutes les activités qui les entourent. On organisera pour eux des fêtes, des solennités, au cours desquelles ils auront l'occasion d'approcher fréquemment « de tous les ordres de travaux, de toutes les associations de travailleurs ». « C'est là, dit Enfantin, une des formes les plus élevées de l'enseignement, la partie *vivante* de l'éducation, ignorée aujourd'hui ». Alors les jeunes élèves, « ayant senti le présent », demandent « qu'on leur raconte le passé et qu'on leur découvre l'avenir » ; ils brûleront « d'apprendre et de prévoir ; or c'est en cela que consiste la disposition au savoir, à la science, à la sagesse ». Cet enthousiasme, qui s'emparera d'eux, les obligera à manifester leur sentiment le plus profond. Le maître compétent sera là. Il lui suffira de regarder ses élèves, de les écouter et il connaîtra leur vocation.

Mais, ajoutent les apôtres, nous n'avons pas la prétention d'être infailibles. Nous ne disons pas que partout et toujours le choix sera juste. L'erreur est

inséparable de la nature humaine. Ce que nous affirmons, c'est qu'il y aura moins de vocations fausses, de spontanéités étouffées que dans la société actuelle. Nous sommes « les hommes du progrès, de la perfectibilité et non de la perfection (1). »

Pour calmer l'ardeur des apôtres, leurs adversaires leur opposaient que la réalité était bien différente de leur rêve. Sans doute, leur disait-on, on peut admettre qu'un enfant, dès l'âge de douze ans, montre une vocation manifeste pour la musique ou pour la peinture; on a vu des exemples de génies précoces. Mais, pour la majorité des individus, il n'en est pas ainsi. Comment une vocation si prononcée serait-elle possible, dès cet âge, pour les genres d'activité les plus vulgaires et les plus nombreux, par exemple pour la fonction de domestique ou celle d'ouvrier. Tout ce que l'on peut dire de tous ces métiers, c'est que l'homme les exerce par la nécessité de vivre. Il prendra l'un ou l'autre; cela lui est indifférent.

Les Saint-Simoniens manifestent quelque embarras. Voici finalement ce qu'ils répondent : « De deux choses l'une, ou bien les hommes naissent avec une vocation spéciale, ou bien les hommes sont propres à remplir une grande partie des états de la société. Dans le premier cas, il faut découvrir les futurs grands hommes, dans le deuxième cas, il convient encore de classer les individus suivant les besoins de la société. » Ils prétendent que, même dans ce cas, l'in-

(1) *Le Globe*, 3 juin 1831.

tervention de l'autorité sera légitime, parce qu'elle fera mieux que ce qui existe aujourd'hui. Et ils terminent par ce médiocre argument : « Aujourd'hui, la plus grande partie des hommes naissent prolétaires, condamnés par le hasard aux travaux que vous nommez abjects. La misère est-elle donc la vocation de la majorité des hommes (1) ? »

Cela semble bien clair : l'autorité, c'est-à-dire la force interviendra presque toujours auprès des enfants. Pourtant les apôtres se récrient contre cette éventualité. Ils affirment que le plus grand délit contre la société serait, à leurs yeux, de contraindre les vocations individuelles ; que tous les enfants s'engageront dans la voie qu'ils aimeront le mieux ; qu'ainsi ils seront vraiment libres (2). Au fond ils n'en sont pas très sûrs et même ils l'avouent, avec des formules enveloppées et qu'ils tâchent de rendre persuasives. « Personne ne sera forcé de remplir une fonction qu'il ne voudra et qu'il ne pourra pas remplir.... Dans la famille universelle, il n'y a pas de tyran pour dire à chaque homme : « Tu feras cela et défense à toi de faire autre chose. » Il y aura des pères qui diront à leurs enfants : Mon fils, voici la direction où tu es appelé, choisis et tous s'efforceront de favoriser ton développement ; car la mission des supérieurs est d'élever les inférieurs, et l'intérêt de

(1) *L'Organisateur*, 11 juin 1831. (Réponses aux questions posées lorsque la mission saint-simonienne était à Dieppe.)

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 251, note.

la société est de tirer le meilleur parti possible de chaque capacité (1). »

*
* *

A l'issue de l'enseignement primaire, la vocation ayant été déterminée, devait commencer ce que les Saint-Simoniens appellent « l'éducation spéciale ou professionnelle ». Elle devait préparer à toutes les professions nécessaires aux besoins sociaux. L'enseignement devait y être distribué de telle sorte que chaque degré fût, en même temps, la conséquence du degré précédent et l'acheminement vers le degré suivant. L'éducation, prise dans son ensemble, devait offrir, pour chaque individu, « une série d'études, régulière et homogène » dont le dernier terme devait conduire « immédiatement à une profession, à une fonction sociale (2). »

Trois grandes divisions étaient établies pour les artistes, pour les savants et pour les industriels. Les élèves étaient d'abord soumis, dans chaque catégorie, à un enseignement commun « pour tous les artistes, en tant qu'artistes, de même que pour tous les savants et pour tous les industriels » (3). Ensuite, des sélections successives avaient lieu, pour être admis dans les « innombrables subdivisions » (4) qui existaient dans chaque ordre.

(1) *L'Organisateur*, 11 juin 1831.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 289.

(3) *Exposition*, 1^{re} année, p. 293.

(4) *Ibid*, p. 293.

D'une façon générale, l'enseignement devait être organisé surtout au point de vue pratique. On proscrivait avec soin l'étude du latin, que les saint-simoniens jugeaient fastidieuse et inutile. A sa place on enseignerait les sciences, car ils pensaient — avec raison — que l'industrie était destinée à devenir de plus en plus « une application directe des théories scientifiques » (1).

L'éducation finie, l'élève était apte à remplir un emploi. Comment devait-on choisir le titulaire d'un poste sollicité par plusieurs? Chaque élève, dont l'aptitude aurait été reconnue, dresserait, disent les apôtres, une liste des emplois préférés dans l'ordre où il les désirerait le plus. Il recevrait satisfaction dans la mesure du possible (2).

Le plan d'éducation que nous venons d'indiquer ne devait être réalisé complètement que lorsque la société serait parvenue à son état définitif. Pour former, pendant la période transitoire, les chefs dont l'industrie avait besoin, ses contre-maitres, ses ouvriers, l'école se proposait d'utiliser l'armée.

Quelle grande œuvre on accomplirait, s'écrie Michel Chevalier, si l'activité de l'armée se tournait vers l'industrie!

Il rêve de la voir transformée en une vaste école professionnelle. « Supposez qu'au lieu de harasser ainsi la fleur de la jeunesse pour lui apprendre des

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 290.

(2) *Le Globe*, 18 novembre 1830.

manœuvres qui ne produiront jamais rien à la société, on profite de sa réunion sous les drapeaux pour lui donner une éducation professionnelle ; supposez que les régiments deviennent des écoles d'arts et métiers, et mesurez la vitesse de perfectionnement qui entraînerait alors l'industrie française (1) ! »

Ces sollicitations restèrent sans résultat. Les revendications saint-simoniennes aboutirent seulement, en 1829, à la création de l'Ecole Centrale et, en 1832, à la fondation de deux écoles d'arts et métiers à Angers et à Châlons. Ajoutons enfin que l'influence de l'école saint-simonienne a contribué à montrer la nécessité d'un enseignement technique pour l'industrie ; l'enseignement professionnel que nous avons aujourd'hui — si incomplet encore et pourtant si nécessaire — nous le devons, en partie, aux Saint-Simoniens.

(1) Michel Chevalier ; *L'Organisation industrielle de l'armée*, Paris, 1832, p. 3.

CHAPITRE III

L'Organisation industrielle du Travail

Une hiérarchie fortement constituée est indispensable ; elle est la conséquence de l'inégalité naturelle qui existe entre les hommes. — Dans l'état futur tous les citoyens sont des fonctionnaires. — Rôle du maire dans l'organisation du travail. — Ce que sera la discipline dans la société de l'avenir et comment les chefs de l'industrie la maintiendront. — La fraternité universelle.

L'association universelle, envisagée au point de vue matériel, consiste en une vaste hiérarchie, qui comprend tous les industriels, c'est-à-dire l'immense majorité de la population. Dans la classe industrielle, dit *Enfantin*, figurent « tous les cultivateurs, le journalier et le fermier ; tous les manufacturiers, l'ouvrier qui semble ne déployer qu'une force purement musculaire, et le chef de l'usine la plus considérable ; tous les négociants, le plus pauvre colporteur et le commerçant dont le vaisseau fait le tour du globe ; enfin tous les banquiers, depuis le crédit le plus médiocre, jusqu'au crédit qui commande aux finances du gouvernement » (1).

(1) *Le Producteur*, tome I, p. 97.

Tous ces hommes sont donc hiérarchisés. Cette conception, l'école la présente comme indiscutable, car elle est, à ses yeux, une conséquence nécessaire de l'inégalité naturelle qui existe entre les individus. « Toute association, dit encore Enfantin, suppose une hiérarchie qui confère aux uns le droit de commander et donne aux autres le devoir d'obéir (1). » L'autorité appartient par suite nécessairement aux citoyens les mieux doués, aux plus « capables » ; c'est là ce que les Saint-Simoniens appellent « le pouvoir légitime ».

Mais le signe de l'autorité, c'est la possession d'un « instrument de travail », d'un « capital » plus ou moins important. Le pouvoir est donc donné aux « hommes généraux », chargés d'administrer la « banque centrale », c'est-à-dire d'exploiter tout le « fonds social » et de « marquer à chacun la place qu'il lui importe le plus d'occuper *et pour lui-même et pour les autres* » (2). Sous leurs ordres sont placés les industriels de toutes les « capacités », qui possèdent un capital de plus en plus petit, de telle sorte qu'au bas de l'échelle, se trouvent les travailleurs les plus modestes, qui ne commandent à personne et qui ne possèdent guère que leur outil.

Les apôtres tiennent surtout à ce que leur conception ne soit pas confondue avec les systèmes antérieurs qui prétendaient établir la communauté des biens. Ils

(1) *L'Organisateur*, 7 septembre 1830.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, pp. 209 et 210.

le disent nettement dans une lettre adressée au président de la Chambre des députés : « Les Saint-Simoniens repoussent le partage égal de la propriété, qui constituerait une violence plus grande, une injustice plus révoltante que le partage inégal qui s'est effectué primitivement par la force des armes, par la conquête. Car ils croient à l'*inégalité naturelle* des hommes, et ils regardent cette inégalité comme la base même de l'association, comme la condition indispensable de l'ordre social (1). »

En 1828, la secte saint-simonienne s'établit rue Monsigny, dans l'ancien hôtel de Gèvres. Les disciples y mènent une sorte de vie conventuelle et s'organisent hiérarchiquement, d'après les principes posés par l'école, sous l'autorité de Bazard et d'Enfantin. Ceux des Saint-Simoniens que les deux chefs jugent les plus dévoués et les mieux initiés aux idées nouvelles forment le premier degré, autrement dit le collége. Il existe aussi un deuxième degré, dont les membres sont très nombreux et un troisième degré qui se compose de tous les nouveaux adhérents. « Chacun de ces degrés, au sein duquel on s'appelle *frères*, donne le nom de *pères* au degré supérieur, en remontant ainsi jusqu'aux deux *pères supérieurs*. » Enfantin s'efforce de maintenir une rigoureuse discipline ! (2)

(1) Cette lettre est reproduite à la fin du volume de *L'exposition*, 1^{re} année, 1832.

(2) Carnot, *Sur le Saint-Simonisme*, Paris, 1887, p. 13 et suiv.

En même temps, la propagande se fait plus ardente que jamais; les polémiques quotidiennes continuent dans *L'Organisateur* et *Le Globe*; les disciples organisent des prédications très nombreuses à Paris; des missions quittent même la capitale et se transportent en province pour généraliser le mouvement.

Ce qui importe le plus, c'est de faire admettre la possibilité de l'ordre hiérarchique dans la société; c'est ensuite de faire aimer le régime futur en montrant tous ses avantages. Les apôtres s'efforcent désespérément pour convaincre leurs adversaires; mais en parcourant leurs écrits, on reste surpris de l'extrême pauvreté de leur argumentation.

Ils cherchent d'abord des exemples dans les périodes « organiques » du passé et remontent jusqu'au moyen âge. Ils croient trouver dans le monde catholique de cette époque « un nouveau mode de distribution des fonctions et des grades, non pas suivant la naissance, mais suivant la capacité, suivant le mérite personnel ». Ils s'étendent longuement sur l'histoire des papes : « Presque tous, dit *L'Exposition*, au temps de la plénitude de l'institution catholique furent choisis parmi les hommes que leur capacité seule avait fait distinguer. »

Ils citent encore l'organisation hiérarchique des ordres religieux, qui, dans les monastères ou dans les couvents, sont soumis à une discipline sévère « pour des contemplations mystiques, en haine des joies de la terre (1). Finalement, l'exemple qui leur

paraît être le plus probant, c'est celui de l'armée. Ils s'y reportent sans cesse. Nous verrons, dans la suite de cette étude, que presque tous les détails qu'ils donnent sur la société future proviennent de cette comparaison « de l'ordre matériel à l'ordre militaire ».

Les plus sceptiques, disent-ils, sont bien forcés d'admettre que dans l'armée la hiérarchie et la discipline sont indispensables ; on peut même affirmer qu'il n'y aurait pas d'armée si « le choix des chefs et la détermination des entreprises » étaient laissés au hasard (2). Pourquoi ne pas vouloir, pour les travaux de la paix, ce que l'on a établi, avec tant de raison, pour les travaux de la guerre ? « On conçoit très bien, dit Enfantin, que deux ou trois mille hommes formant un *régiment* soient classés hiérarchiquement, que chaque individu y ait une fonction distincte, des rapports obligés avec des supérieurs et des inférieurs, et nous, si nous proposons d'organiser cinq-cents habitants d'une *commune* en régiment *pacifique* des travailleurs,... on nous fait mille critiques injustifiées ! (3) »

Admettons donc la possibilité de cette hiérarchie et essayons de nous la représenter avec quelque précision. Un instrument de travail est donné à chaque individu ; mais, quelle sorte de droit est reconnu à cet individu sur l'instrument qui lui est confié, dans un régime où il n'y a plus de propriété privée ? Dans

(1) *Le Globe*, 7 mars 1831.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 193.

(3) *Le Globe*, 25 avril 1831.

l'avenir, dit l'*Exposition*, le seul titre à la « propriété » est la « capacité du travail pacifique » ; et ce titre est « distinct pour chaque propriétaire, ce qui comprend implicitement cette autre idée que le seul droit conféré par le titre de propriétaire est la direction, l'emploi, l'exploitation de la propriété (1). » Ou encore, si l'on se reporte à « l'ordre militaire » : « un industriel ne possède pas autrement un atelier, des ouvriers, des instruments, qu'un colonel ne possède aujourd'hui une caserne, des soldats, des armes (2). »

Lorsque le titulaire d'un emploi doit être changé, la loi détermine « que l'usage d'un atelier ou instrument d'industrie » doit passer toujours, après la mort ou la retraite de celui qui l'employait « dans les mains de l'homme le plus capable de remplacer le défunt. » Cette façon de transmettre, qui modifie radicalement le mode existant, surprendra, sans doute, au premier abord. Mais les hommes, affirment les apôtres, s'accoutumeront vite au nouvel ordre de choses, qui paraîtra bientôt aussi naturel aux « sociétés civilisées que la succession par droit de naissance a paru aux sociétés barbares ». Ce nouveau droit de propriété, toujours transmissible, « mais seulement comme se transmet le savoir », deviendra respectable et unanimement respecté (3).

La conception est donc très nette. Quiconque « fait valoir un instrument de travail » est un « fonction-

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 188.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 208.

(3) *Ibid.*, pp. 246 et 247.

naire ». Il ne dépend plus que d'une haute administration de la fortune publique. Il transmet son emploi « non à son fils selon la chair, mais à son fils selon la capacité », tandis que le fils selon la chair « va remplir une autre fonction mieux appropriée à la nature de ses talents (1). »

Considérons maintenant une section de l'atelier industriel, une commune. Le maire a la direction de tous les travaux et de tous les travailleurs. Il répartit les instruments « suivant les besoins sociaux » de manière que l'on n'ait jamais à redouter dans aucune branche « ni disette, ni encombrement (2) ». En même temps, il s'efforce d'appliquer le principe : « A chacun selon sa capacité ». Il est sans cesse occupé « à se procurer les renseignements qui peuvent lui faire apprécier si tel citoyen est plus capable que tout autre de cultiver une ferme ou de diriger un atelier dont la direction est vacante ». D'ailleurs, dans une société bien organisée, le choix, le plus souvent, est facile. Pour remplacer le « fonctionnaire défunt ou parvenu à l'âge du repos », le maire sait que « le remplaçant, le successeur est généralement un des hommes qui sont déjà le plus rapprochés du défunt ». Ainsi, dans l'armée, dit *Enfantin*, « le colonel meurt, c'est un chef de bataillon qui le remplace (3). »

*
* *

(1) *Le Globe*, 2 juin 1831.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 191.

(3) *Le Globe*, 25 avril 1831.

Contre un pareil système, une objection fondamentale vient immédiatement à l'esprit : l'homme acceptera-t-il de voir ainsi disparaître la propriété privée, à laquelle, riche ou pauvre, il est de nos jours si fermement attaché ?

Les Saint-Simoniens répondent sans embarras. Pour eux, le bonheur de la propriété, d'avoir quelque chose à soi, ne vient pas seulement de la satisfaction de posséder un objet dont on puisse disposer à volonté et se dire le maître. Non ; car on voit partout cette jouissance très développée chez des hommes qui ne sont pas « propriétaires », au sens que les codes donnent encore à ce mot. Le besoin de posséder n'est-il pas mieux satisfait chez le travailleur qui cultive depuis de longues années le domaine de son maître, que chez « l'oisif du salon ou des chambres qui n'a de rapport avec *ses* terres, *ses* bois, *ses* usines, que par l'impôt que lui payent *ses* fermiers ? (1) »

Dans la société future, l'instrument de travail, c'est-à-dire pour l'industriel, « une terre, une usine, une mine, etc. qu'il aura reçu fonction d'exploiter », n'appartiendra pas à lui individuellement, mais « il jouira du bonheur de la posséder, tant qu'elle sera l'objet de sa fonction, comme l'artilleur aime *sa* pièce, comme le marin aime *son* bâtiment, *sa* pièce ou *son* bâtiment, qui sont à l'Etat ou à l'armateur (2). »

Ce qui trouble les idées, ajoutent les apôtres, c'est

(1) *Le Globe*, 25 avril 1831.

(2) *Le Globe*, 2 juin 1831.

que tout homme, aujourd'hui, a pour ambition d'arriver à la propriété s'il est prolétaire, ou d'accroître sa fortune s'il est déjà riche, et que l'on ne veut pas comprendre la véritable raison de tant d'efforts. De nos jours, la propriété privée a une utilité immense, car « le titre de propriétaire est à peu près le seul maintenant qui puisse inspirer quelque sécurité au père sur le sort de ses enfants ». S'il n'est que bien rarement la garantie d'une capacité personnelle chez celui qui le possède, c'est au moins « le seul gage d'indépendance qu'on puisse concevoir dans une société où toute dépendance est le plus souvent sans dignité (1) ». Dans l'avenir, au contraire, l'homme sera délivré de ces cruels soucis; le père, comme les enfants, seront certains de ne jamais manquer du nécessaire; l'Etat-providence donnera « un asile, l'entretien et la nourriture à ceux qui n'ont rien et ne peuvent plus se le procurer à l'aide du travail (2) ». Dans ces conditions, est-il logique de prétendre que les hommes s'acharneront à vouloir conserver la propriété privée?

Mais, en retour de tous ces avantages, chacun devra, semble-t-il, se soumettre à une discipline de fer, seule capable de maintenir l'ordre dans la société. Les Saint-Simoniens s'efforcent de nous rassurer au sujet d'une pareille éventualité.

D'abord, disent-ils, il ne faut pas juger l'avenir

(1) *L'Organisateur*, 7 septembre 1830.

(2) *Le Globe*, 9 septembre 1831.

avec les idées du présent. Aujourd'hui, il est vrai, on rencontre partout défiance et ruse; depuis le maître, dans ses rapports avec ses domestiques, jusqu'au « bourgeois » dans ses rapports avec ses ouvriers, « nul ne peut plus compter sur l'obéissance, sur l'affection de ceux auxquels il commande un travail quelconque ». Mais, cette situation résulte précisément de la mauvaise organisation sociale que nous voulons supprimer. Comment y aurait-il défiance dans l'avenir, puisqu'il n'y aura plus aucune cause d'antagonisme entre les hommes?

Aussi les disciples ne veulent pas que l'on prenne à la lettre la comparaison entre l'industrie et l'armée. Ils n'ont pas l'intention de donner « à la commune industrielle l'aspect d'un régiment prussien et la justice expéditrice et sanglante des conseils de guerre »; car il y a un monde de différence entre deux sociétés dont « l'une est militaire ou destructive et l'autre industrielle ou productive ». Comment la discipline ne serait-elle pas plus facile à maintenir sans violence, sans contrainte, s'écrie l'un des apôtres, « dans un monde où la violence, loin d'être une vertu, serait une preuve de faiblesse, de lâcheté même » que « dans celui où chaque jour on peut être obligé, par devoir ou pour sa propre gloire, à faire le métier de bourreau ! (1) »

D'ailleurs, l'homme n'est pas, comme on le croit trop, un « démon d'orgueil », réfractaire à toute idée

(1) *Le Globe*, 25 avril 1831.

d'autorité. « Il se révolte contre l'incapacité, mais il adore le génie, il adore même trop facilement ceux qui l'exploitent, et, sous ce point de vue, le progrès de l'humanité consistera plutôt à relever les individualités qu'à les abaisser (1). »

Mais, peut-on dire encore, en admettant que l'homme vraiment capable impose facilement son autorité, ce sera probablement à la condition qu'il exerce son pouvoir de façon irréprochable. Une pareille perfection est-elle possible? Le chef pourra toujours éviter l'impartialité et l'arbitraire? Ne commettra-t-il jamais d'erreurs? Nous avons déjà vu cette objection à propos de l'éducation; les disciples présentent ici des réponses analogues.

Ils ne prétendent pas établir une perfection qui n'est pas de ce monde. Ils veulent seulement réaliser de grands progrès sur ce qui existe aujourd'hui. Or, qui distribue les instruments de travail entre les hommes dans nos sociétés? Le hasard de la naissance. Est-il donc si difficile de faire mieux que cette force aveugle? Nous affirmons, disent les apôtres, que, dans une commune quelle qu'elle soit, si l'on chargeait de la répartition des emplois un citoyen quelconque « un homme même peu éclairé, un bon travailleur, un de ces hommes enfin comme il en est tant, qui n'ont pas le sens trop obtus », il y aurait bien moins d'injustice que dans la société actuelle (2).

(1) *L'Organisateur*, 11 juin 1831.

(2) *Le Globe*, 25 avril 1831.

Dans l'avenir, les emplois seront attribués par des « capacités supérieures », placées à un point de vue général, « dégagées des entraves de la spécialité ». De pareils chefs offrent évidemment, dans les choix qui leur sont confiés, le moins de chances possible d'erreurs, car « leurs sentiments, leurs désirs personnels même, les *entraînent*, les *intéressent* directement à donner autant de prospérité à l'industrie que l'état de la richesse et de l'activité humaine le comporte (1) ». Il y aura sans doute quelques flottements au début, mais il ne faudrait pas s'en alarmer. Le système ira en s'améliorant de plus en plus; peu à peu, le cercle des hommes qui pourront « prétendre à devenir *chefs, princes* de l'industrie » embrassera « l'humanité tout entière » ; les chances de faire de bons choix se multiplieront et les moyens de faire ces choix se perfectionneront à leur tour (2).

Et puis, les apôtres tiennent en réserve un argument sans réplique. En mettant les choses au pire, on peut admettre, disent-ils, que les décisions des chefs exciteront parfois le mécontentement des hommes. Qu'en pourrait-il résulter? « Ou les mécontents ont raison, ou ils ont tort. S'ils ont raison, le pouvoir aura manqué à sa mission et devra changer de direction, car il n'aura plus l'acclamation des inférieurs, condition essentielle de sa légitimité. S'ils ont tort, ils sont exigeants, injustes, il faut les améliorer ». Mais l'injustice n'est pas la loi de l'humanité. « Ne pre-

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 194.

nous pas les travers d'une époque de désordre pour les lois invariables de la nature humaine, ne prenons pas notre horizon pour les bornes du monde (1). »

*
* *

Ainsi, les Saint-Simoniens, qui avaient pourtant sur certains points un sens si profond des réalités, affirment naïvement la possibilité de voir un jour fonctionner leur système avec un optimisme qui déconcerte. Ils rêvent d'établir par ce moyen la fraternité universelle.

Dans l'avenir, il n'y aura plus de guerres entre les peuples, car la hiérarchie saint-simonienne embrassera toute l'humanité. Il n'y aura plus de ces discussions interminables et pleines de haine relatives à la propriété. « Si une contestation s'élevait entre les industriels sur leurs droits à l'emploi de tel instrument, de tel atelier, l'institution chargée de la direction des travaux matériels serait l'arbitre naturel qui expliquerait les termes obscurs de la charte d'*inféodation*, délivrée par elle à chaque producteur à l'époque de son *investiture* officielle. »

Il n'y aura plus de procès relatifs à des intérêts pécuniaires, car le sort des veuves, celui des mineurs, celui des invalides sera assuré « par la protection communale et non par la prévoyance directe et si souvent aveugle des individus. »

Enfin, la transmission de la propriété n'ayant lieu

(1) L'*Organisateur*, 11 juin 1831.

que « sous la forme d'un *bail* nouveau, consenti en faveur d'un nouveau *gérant* » les ventes, licitations, testaments, transferts, nantissements, hypothèques, expropriations seront inconnus. N'existeront plus également ces citoyens parasites, avoués, avocats, huis-siers et notaires, occupés aujourd'hui sans relâche « à maintenir, attaquer et défendre des *droits* qui ne donneront plus lieu qu'à une décision arbitrale des chefs de l'industrie (1) ». Leurs décisions seront sans doute universellement acceptées, car l'école ne prévoit nulle part la nécessité d'une force publique. Nous allons voir, dans le chapitre qui va suivre, comment s'explique son invraisemblable illusion.

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 325.

CHAPITRE IV

La Religion saint-simonienne

Le système saint-simonien ne pourra être pratiquement réalisé que lorsque les hommes seront transformés au point de vue moral. — L'identification des intérêts. — Les influences subies par l'école saint-simonienne. — La société future sera une théocratie. — Le prêtre de l'unité. — La morale saint-simonienne. — Seule la religion permettra de faire régner la véritable liberté.

Pour assurer l'application de leur formule, les Saint-Simoniens comptaient sur une transformation complète de l'homme au point de vue moral. « C'est par le sentiment, dit *L'Exposition*, que l'homme vit, qu'il est sociable; c'est le sentiment qui nous attache au monde, à l'homme » (1). Il ne suffit pas, pour faire accepter un système et pour le maintenir de s'adresser à l'intelligence des individus; les meilleurs raisonnements ne sont que « des moyens secondaires et médiats ». Tout homme qui n'est pas préparé « moralement et sympathiquement » à écouter une doctrine de « régénération sociale », ferait de vains efforts pour la comprendre, car « les grandes

(1) *Exposition*, 1^{re} année, p. 268.

pensées viennent du cœur, et, pour être bien comprises, doivent passer par le cœur » (1). Se borner à l'organisation industrielle et scientifique, ce serait vouloir guérir le « *vieil homme* » dont les infirmités sont malheureusement incurables; ce qu'il faut faire, c'est créer et animer l'homme nouveau (2).

La doctrine saint-simonienne — les apôtres le déclarent avec franchise — se propose avant tout « de changer profondément, radicalement, le système des sentiments, des idées et des intérêts » (3). Elle n'apporte pas seulement au monde une conception économique; elle prêche aussi une morale; elle veut établir une religion.

Ainsi s'explique l'extraordinaire confiance des Saints-Simoniens et le peu d'importance qu'ils attribuent aux critiques adressées à leur conception hiérarchique de la société. L'éducation morale est pour eux la condition nécessaire de toutes les autres transformations. Sans elle, l'enseignement professionnel lui-même, sur lequel les apôtres fondent pourtant de si grandes espérances, serait incapable de remplir son but. « L'individu qu'on envoie à l'école, dit l'un d'eux, s'il n'apprend qu'à connaître, à rassembler et à former des lettres, sans qu'on s'inquiète de lui enseigner des principes de religion et de morale, capables de le diriger dans le cours de la vie, pourra bien un jour constater sa qualité de lettré par quelque

(1) *L'Organisateur*, 11 juin 1831.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 300.

(3) *Ibid.*, pp. 211 et 212.

méfait et avoir ainsi à maudire l'instruction primaire dont on l'aura favorisé » (1).

Cette éducation morale consiste « à mettre les sentiments, les calculs, les actes de chacun en harmonie avec les exigences sociales ». Il est clair que, dans ces conditions, la loi n'aura plus à « triompher de la résistance des volontés » (2).

C'est une question assez délicate que celle de savoir comment des hommes, d'une haute culture scientifique et qui semblaient surtout préparés pour le maniement des affaires, en sont arrivés à fonder une sorte de mysticisme religieux. Sans doute, cette évolution s'explique, en partie, par « le besoin qu'éprouvent le cœur et l'esprit humains de se rattacher à une pensée religieuse » (3). Mais, en dehors de cette disposition générale, il est possible de noter quelques-unes des influences subies par les Saint-Simoniens.

Celle des théocrates n'est pas douteuse; elle s'est exercée sur les disciples par l'intermédiaire de Saint-Simon. Les théocrates enseignent que la raison, livrée à ses seules forces, ne saurait résoudre le problème de la société politique; elle proclame que l'inégalité entre les hommes est le principe fondamental dont il faut partir; elle subordonne toujours l'homme à la société (4). Tous ces points lui sont communs avec la doctrine saint-simonienne.

(1) *L'Organisateur*, 3 octobre 1829.

(2) *Exposition*, 1^{re} année, p. 259.

(3) Carnot, *Sur le saint-simonisme*, Paris, 1887, p. 3.

(4) Henry Michel, *L'Idée de l'Etat*, p. 127.

Mais celle-ci, grande admiratrice de l'idéal sublime proposé par la religion catholique, est cependant l'ennemie irréductible de cette religion. Certes, elle est loin de nier son grand rôle dans le passé, lorsqu'existait en Europe l'unité de croyances ; mais elle constate les progrès croissants du scepticisme et voit avec regret que les idées religieuses n'ont plus guère d'influence, particulièrement sur les classes supérieures de la nation.

Les apôtres en arrivent à rêver d'une religion nouvelle. Précisément, ils vivent à une époque toute secouée de frissons métaphysiques ; des poètes lyriques, à l'inspiration enthousiaste ou mélancolique, posent et poursuivent sans trêve les problèmes de l'être et de la destinée ; les Saint-Simoniens — qui sont presque tous des lettrés — et parmi eux Enfantin surtout, se laissent gagner, sans doute à leur insu, par le large courant d'amour social qui se répand bien au delà de la littérature. Dans tous les cas, il existe des ressemblances entre leur état d'esprit et celui de Lamartine ou de Victor Hugo, qui, chantant avec force les grandes idées démocratiques et exprimant toutes les illusions généreuses des masses, devinrent, l'un en 1848 pendant quelques semaines, l'autre vers 1850 et pendant plus de trente ans, les véritables maîtres de l'opinion dans notre pays.

*
* *

Selon les enseignements de la doctrine, seule la religion permet « d'arriver au cœur », de connaître

« le principe de vie » de l'organisation hiérarchique de la société, car seule elle peut dire qui, dans l'état futur, exercera la souveraineté, qui désignera le « prince » des industriels et le « prince » des savants.

Notons d'abord que les Saint-Simoniens ne veulent pas de la royauté. Sans doute ils essayent, à certains moments, de convertir aux idées nouvelles le pouvoir politique et surtout le roi. Mais, dans leur pensée, ce « nouveau Constantin », dont l'influence, au début, pouvait être très utile, était destiné à disparaître en même temps que l'organisation sociale du passé.

Ils ne songent pas davantage à s'associer au mouvement insurrectionnel de 1830. Au contraire, ils attaquent violemment les libéraux. Comment les classes populaires pourraient-elles avoir encore foi en eux ! Elles souffrent ; elles veulent « apaiser leur faim et étancher leur soif ». Et les soi-disant continuateurs de la Révolution de 89 persistent à n'accorder au peuple que des « avantages purement négatifs » ! Ils le trompent en lui faisant croire qu'il est souverain ; il serait plus courageux de le délivrer de ses chaînes. « Pauvre peuple, ils le proclament souverain, dit un disciple, eux qui vivent de ses sueurs, qui s'enrichissent de sa substance. Ils le proclament souverain, et ils lui laissent en partage le travail, la misère, prenant pour eux l'oisiveté, le luxe, les plaisirs (2). »

(1) *Le Globe*, 2 février 1831.

(2) *L'Organisateur*, 7 septembre 1830.

Les Saint-Simoniens ne croient pas, d'ailleurs, que l'on puisse jamais arriver au suffrage universel, « conçu en théorie par quelques têtes échauffées et conséquentes jusqu'à l'absurdité ». Ce système a le tort de n'avoir jamais été pratiqué et son fonctionnement leur semble impossible.

L'avènement d'un régime vraiment démocratique ne pourrait du reste avoir pour résultat, disent-ils, que de rendre impossible l'application du principe : « A chacun selon sa capacité », parce qu'un pareil régime serait la négation de toute idée d'ordre, de hiérarchie et aussi parce qu'une démocratie ne pourrait pas assurer le règne de la capacité. « Rien n'atteste mieux l'absence d'une organisation sociale, expose un apôtre, que l'intervention de la puissance numérique..... L'intelligence, en effet, dont les rétrogrades eux-mêmes n'osent plus contester directement les droits à la direction sociale, l'intelligence vient d'en haut, et non point des régions inférieures où réside la souveraineté des boules et des bulletins (1). » Le pouvoir populaire leur paraît être un véritable non-sens. « Il suppose à tous, dit le même apôtre, même aux plus ignorants et aux plus abrutis, les lumières et la moralité nécessaires pour apercevoir la destination vers laquelle tend la société..... Il admet chez les plus incapables, chez ceux qui ne savent point gérer leurs affaires privées, la capacité suffisante pour gouverner les affaires de tout le monde (2). » Quatre-vingts ans

(1) *L'Organisateur*, 31 octobre 1829.

(2) *Le Globe*, 4 février 1831.

après les Saint-Simoniens, M. Faguet a exprimé exactement leur opinion lorsqu'il a dit que « le principe des démocraties » c'est « le culte de l'incompétence ».

Mais quelle est alors la conception gouvernementale des Saint-Simoniens. puisqu'ils n'admettent ni la monarchie, ni la République? Ils veulent établir une théocratie. « Notre théocratie, dit l'un d'eux, par le classement des individus suivant la capacité... remplit, en le sanctifiant, le but des philanthropes sincères qui ne tiennent aux formes démocratiques que par le désir d'améliorer le sort des classes les plus nombreuses et les plus pauvres. (1). »

Cette théocratie a un chef suprême, dont le pouvoir ne résulte pas des « combinaisons préméditées » d'une constitution, mais qui apparaît « comme une nécessité », qui se trouve « faire partie de la société comme la tête appartient au corps (2) ». Ce chef est admis par tous parce qu'il s'impose, non par la force brutale, mais par le consentement universel. Il est la personification d'un principe dans lequel les nations « croient voir leur avenir et leur salut ». Il se dresse, superbe, au milieu des partis, et « son apparition seule amène la paix (3). »

Utopie, dira-t-on sans doute. Ce phénomène, que des esprits sceptiques jugent impossible, répondent les Saint-Simoniens, s'est déjà produit bien souvent. Les hommes qui, pour la première fois, ont proclamé

(1) *Organisateur*, 1^{er} juillet 1830.

(2) *Organisateur*, 31 octobre 1829.

(3) *Le Globe*, 28 février 1831.

à la face du monde le règne de la liberté, de l'égalité, de la raison, ont suscité un véritable délire que tous les pays ont partagé. C'est qu'ils étaient vraiment des « révélateurs » et que leurs paroles répondaient aux besoins que les peuples éprouvaient alors. « Ils fondèrent véritablement des *religions*, dit Barraut, multipliées sans doute comme les faces de l'édifice à construire, passagères comme les assauts à livrer... mais les dieux qu'ils vous enseignèrent vous inspirèrent une dévotion pleine d'enthousiasme ; ils eurent leurs autels, leurs emblèmes, soit dans le coq gaulois, soit dans le drapeau tricolore, oriflamme de la République, et leurs hymnes enfin que répétaient à la fois les hommes, les vieillards et les enfants ! (1) »

Les Saint-Simoniens, oublieux du coup d'Etat du 18 brumaire — nettement contraire à leur doctrine qui répudie toute idée de violence — parlent surtout avec une admiration profonde de l'épopée napoléonienne. Napoléon a été, il restera, disent-ils, l'homme le plus populaire qui ait jamais existé en France. Ils le glorifient particulièrement d'avoir appelé dans son armée les citoyens de l'origine la plus modeste et de leur avoir donné les plus hauts grades, uniquement en raison de leurs talents.

Ils croient fermement à la venue prochaine d'un Napoléon de la paix — Enfantin, sans doute — qui fera « pour toute la société, pour la société définitive » ce que le grand empereur fit « pour une société ex-

(1) *Le Globe*, 9 juin 1831.

ceptionnelle et transitoire ». « Et les acclamations populaires, disent-ils, qui retentissent autour de l'ombre du soldat, peuvent nous faire pressentir les bénédictions que la postérité la plus prochaine réserve au génie pacifique qui aura proclamé la *légitimité du mérite*, le *droit divin* de la capacité (1). »

*
* *

La société saint-simonienne doit donc être gouvernée par les hommes qui « aiment le plus la destinée sociale », qui « par leurs pensées, par leurs actes, par la moralité de leur vie entière » sont les plus capables « d'inspirer des sentiments généreux », d'éveiller les « sympathies ». Ces « artistes » sont « les hommes religieux par excellence » ; ils sont les « prêtres » de la religion saint-simonienne. Et le plus digne d'entre-eux, le « prêtre de l'unité » exerce le gouvernement suprême de la société (2).

Le prêtre de l'unité, investi de la direction sociale, doit « associer les savants et les industriels en leur servant de guides ». Il embrasse, dans leur ensemble, tous les travaux ; il sait « à chaque instant quelle est la somme d'efforts que chacun d'eux réclame » ; il répartit « convenablement entre eux le revenu social dont l'industrie est la source ». Dans chaque section de l'atelier industriel, dans chaque localité, dans chaque commune, se trouve « un prêtre »

(1) *Le Globe*, 24 janvier 1831.

(2) *Le Globe*, 18 juin 1831.

qui joue en petit un rôle analogue en « harmonisant » les efforts de tous (1).

Nous sortirions du cadre de ce travail en étudiant en détail la religion saint-simonienne, bien qu'elle tienne la plus grande place dans les écrits des apôtres. Cette religion diffère profondément de la religion catholique ; c'est une sorte de panthéisme métaphysique. « La religion n'est plus pour nous, dit Isaac Péreire, ce lien vague et mystique qui attache l'individu à un Dieu pur esprit, cherche à le séparer du monde et lui fait enseigner la magnificence et la beauté que la nature déploie incessamment devant lui, comme les pompes de Satan... Nous avons une notion bien plus élevée de la religion. Dieu *vit* aussi dans la matière, car tout est *lui*, c'est la manifestation *matérielle* de Dieu lui-même qui par *l'industrie* est embellie (2). »

Cette religion enseigne une règle morale nouvelle ; ce n'est pas l'humilité prescrite au chrétien, qui cherche partout le dernier rang : « le Saint-Simonien, ayant conscience de sa valeur propre, prend la place dont il se sent digne, prêt à la céder à un plus digne encore et heureux de se trouver ou de se préparer un supérieur ». Ce sentiment et ce devoir de justice n'exigeraient pas, disent les enseignements de la doctrine, moins de vertu pratique que l'abnégation chrétienne (3).

Notons encore que la religion saint-simonienne

(1) *Organisateur*, 1^{er} juillet 1830.

(2) *Le Globe*, 16 septembre 1831.

(3) Carnot, *Sur le Saint-Simonisme*, Paris, 1887, p. 24.

prétend apporter aux hommes la véritable liberté, qui, jusqu'à présent n'a jamais existé que de nom. Les hommes d'aujourd'hui, disent les apôtres, qui ne veulent point engager leur indépendance, « dépendent en général de tout le monde », car le fort commande au faible et le riche au pauvre. « L'homme en société doit être toujours soumis à une direction. Bien orgueilleux et bien aveugles sont ceux qui s'imaginent n'obéir à personne. Il nous faut des patrons et des chefs, désirons les bons et sages et ne nous croyons libres qu'autant que nous aimerons et que nous serons aimés (1). »

(1) *Organisateur*, 11 juin 1831.

CHAPITRE V

L'inégalité des salaires et l'émulation professionnelle

La règle de répartition : à chaque capacité selon ses œuvres. Comment les apôtres justifient l'inégalité des salaires, qui leur paraît indispensable pour établir la concurrence entre les fonctionnaires. — Les métiers abjects dans la société future. — Plus tard l'inégalité des salaires disparaîtra et tous les hommes seront pourvus selon leurs besoins.

Dans nos sociétés modernes, les sources des revenus individuels sont nombreuses et la répartition des richesses se fait d'une façon assez complexe. Rien de semblable dans la société saint-simonienne : tout citoyen est un fonctionnaire dont le traitement constitue le seul revenu. L'Etat, en fixant le taux de chaque traitement va donc pouvoir faire cesser l'injustice actuelle, il a en mains un moyen facile de résoudre la question sociale.

Quelle est donc la règle de répartition la plus conforme à l'idée de justice? Les hommes, disent les apôtres, étant inégalement doués, sont placés, suivant leur capacité, aux différents degrés de la hiérarchie industrielle; les services qu'ils rendent à la so-

ciété sont, par conséquent, d'importance très diverse; ils sont d'autant plus grands qu'il s'agit d'un emploi plus élevé. La rétribution, pour être juste, doit varier en conséquence; elle doit être proportionnelle au mérite de chaque fonctionnaire, car ce mérite est mesuré par les services qu'il rend. C'est ce que les Saint-Simoniens expriment dans la deuxième partie de leur formule : A chaque capacité selon ses œuvres.

Les apôtres, d'ailleurs, ne s'expliquent pas toujours exactement dans les mêmes termes. « Le grade, l'appointement, dit Enfantin, sont mesurés suivant le rapport qui existe entre l'œuvre de l'individu et l'œuvre exécutée par la société tout entière (1) ». Isaac Péraire ajoute « qu'il ne s'agit pas précisément d'établir une proportion mathématique entre les services et la rétribution, bien qu'on tende de plus en plus à s'en rapprocher (2) ». Tout cela nous indique que les idées de l'école n'étaient pas absolument précises à ce sujet; dans tous les cas, un fait est bien établi : les salaires sont inégaux; et la question se pose de savoir comment les Saint-Simoniens justifient cette inégalité.

Olindes Rodrigues, dans un article du *Producteur*, observe que l'on critique parfois à tort la société individualiste et que, par exemple, il ne faut pas lui reprocher de faire les uns riches et les autres pauvres, mais de rétribuer l'oisiveté plus que le travail.

(1) *L'Organisateur*, 6 novembre 1830.

(2) *Le Globe*, 24 septembre 1831.

Passant ensuite à la société future, il continue : « Les différences de position dans l'atelier social entre les producteurs amènent des différences d'habitudes quant à leurs besoins, et font naître une ligne de démarcation nécessairement variable entre les besoins des travailleurs inégalement placés dans la hiérarchie industrielle (1) ». Il en résulte que chaque fonctionnaire a des besoins propres et que la satisfaction de ces besoins doit être considérée comme une condition nécessaire de l'accomplissement de la fonction. Ainsi la formule, à chaque capacité suivant ses œuvres, se rapproche beaucoup de cette autre formule, à chaque capacité suivant ses besoins ; et alors elle est tout à fait choquante, car elle aboutit à rétribuer grassement « le plus fin et le plus fort (2). »

C'est bien là cependant le résultat que les Saint-Simoniens voulaient atteindre. « Les distinctions, les honneurs, les soins tendres et délicats » sont réservés aux travailleurs les plus dignes, dit Isaac Péreire (3). Par sa nature, dit un autre apôtre, « l'artiste n'est point apte aux détails de la vie domestique ; il veut être entouré de soins qu'il paie de son génie et de son inspiration ». La preuve, c'est que l'artiste « vit et meurt pauvre » lorsqu'il est obligé de se suffire à lui-même « et d'être à la fois l'artisan indus-

(1) *Le Producteur*, tome I^{er}, p. 192.

(2) Halevy, *La Doctrine économique des Saint-Simoniens*, revue du mois du 10 juillet 1908.

(3) *Le Globe*, 24 septembre 1831.

triel de sa fortune et l'économe de sa maison » ; et cela est une honte pour la société (1) !

L'Etat de l'avenir réserve donc aux plus hautes « capacités » une existence vraiment opulente et même fastueuse. Les Saint-Simoniens trouvent cela tout naturel, car ils pensent que « l'inégalité de jouissances, fondée sur l'importance inégale des fonctions est alors d'une justice incontestée » et que « ces jouissances privilégiées ne sont presque jamais acceptées de ceux à qui elles échoient que comme des moyens de concourir davantage à l'action sociale (2). »

A côté de ce luxe réservé « à ceux que Dieu a marqué du sceau de l'intelligence », la condition des hommes placés en bas de la hiérarchie sociale paraît bien modeste. Visiblement, la sollicitude des Saint-Simoniens — qui ne perdent pourtant aucune occasion d'affirmer un amour ardent pour les classes inférieures — se montre assez petite à leur endroit. Leur bien-être, se bornent-ils à dire, sera plus grand que dans la société actuelle. « L'homme incapable, écrit un apôtre, recevra une rétribution proportionnelle à ses besoins et aux habitudes des hommes qui se trouvent dans la même sphère sociale que lui. L'essentiel est que tous reçoivent une bonne rétribution (3). »

Cette grande inégalité, présentée comme l'expression même de la justice, avait soulevé les protestations indignées des adversaires de la secte et les critiques

(1) *L'Organisateur*, 11 juin 1831.

(2) *L'Organisateur*, 3 octobre 1829.

(3) *L'Organisateur*, 11 juin 1831.

d'une bonne partie de ses adhérents. Aussi les apôtres s'efforcent-ils sans cesse d'apporter quelques atténuations à leur théorie.

Olindès Rodriguès, à la fin de l'article du *Producteur* que nous citons plus haut, fait voir que les citoyens les plus humbles ne sont pas définitivement privés des jouissances supérieures. « Quand de nouveaux besoins, dit-il, résultats du progrès de toutes les facultés humaines, s'introduisent dans la société, ils sont d'abord éprouvés par les chefs de la production, placés en quelque sorte à l'avant-garde du mouvement général, puis ils descendent successivement, avec le temps, aux derniers rangs de la classe ouvrière, qui, jusque-là, les traite de besoins factices (1). »

Que faut-il penser de cet argument? Appliqué à une société individualiste, il montre fort bien que le progrès économique, réalisé par les plus aptes, profite en définitive à tous, et même aux plus incapables, et que ces derniers ont intérêt à la conservation d'un état social qui leur est avantageux. Mais le même argument, appliqué à la société saint-simonienne, est-il aussi probant? Nous ne le croyons pas. Nous pensons même — comme l'écrit M. Halévy, dans l'étude déjà citée — qu'admettre l'inégalité des besoins suivant les fonctions, c'est faire une hypothèse contraire à l'esprit d'une doctrine « qui prévoit la suppression de tous les antagonismes et la réalisation d'une association universelle où tous seront égale-

(1) *Le Producteur*, tome I, p. 195.

ment heureux en accomplissant des fonctions non pas inégales, mais différentes ».

A ce tempérament d'ordre économique, Isaac Péreire en ajoute d'autres, d'ordre sentimental. « On peut affirmer, écrit-il, que les supérieurs donneront toujours aux inférieurs plus qu'ils n'en recevront. » Et plus loin, dans le même article : « Il ne faut pas oublier qu'il y a dans le cœur humain un sentiment qui porte un individu à offrir entre deux objets le meilleur à l'homme qui a conquis son amour, son admiration et son respect (1). » Alors on ne comprend plus du tout ; car, si les supérieurs aiment les inférieurs autant qu'ils sont aimés d'eux, il n'y a aucune raison pour maintenir l'inégalité des traitements ; c'est l'égalité au contraire qui s'impose.

Nous sommes donc naturellement conduits à rechercher pourquoi les Saint-Simoniens défendent le principe de la rétribution selon les œuvres, qui est en contradiction avec tout le reste du système. La raison en est simple. De nos jours, on ne travaille que pour acquérir et on ne tient guère à acquérir que pour transmettre ; la propriété privée et l'héritage sont les stimulants les plus énergiques de la production, comme la concurrence est le ressort le plus puissant du progrès industriel. Dans l'avenir, tout cela doit être aboli. Pourtant, sous peine de sacrifier la production à un beau rêve de justice, sous peine de ne pas pouvoir réaliser, pour l'ensemble des citoyens,

(1) *Le Globe*, 24 septembre 1831.

une amélioration sensible des conditions matérielles, il est indispensable que l'intensité du travail ne soit pas diminuée. Il faut donc trouver un aiguillon nouveau pour encourager le labeur de l'homme. Les Saint-Simoniens comprennent qu'il ne faut pas trop compter, pour jouer ce rôle, sur les sentiments altruistes des générations futures. Ils sentent que jamais l'individu ne s'imposera le maximum d'efforts sans y être déterminé par l'espoir égoïste d'un gain personnel. Et ils établissent la rétribution suivant les œuvres. Alors le fonctionnaire saint-simonien, toujours désireux de monter en grade pour augmenter ses émoluments, remplira ponctuellement sa tâche de façon à être remarqué de ses chefs, et l'accroissement de produits qui en sera la conséquence augmentera le bien-être de tous.

Dans l'avenir, dit un apôtre, « l'intérêt personnel s'accorde avec l'intérêt général, l'égoïsme avec le dévouement puisque le grade supérieur et la gloire sont toujours la rémunération d'un *service rendu* à la société, comme aujourd'hui les épaulettes et la croix d'honneur récompensent une action d'éclat où le militaire a joué sa vie pour obtenir le succès de l'armée ». Qui pourrait soutenir, d'ailleurs, que le travail ne sera pas suffisamment encouragé par l'avancement toujours possible, puisque cela existe aujourd'hui dans les administrations et donne les meilleurs résultats ! Voit-on, par exemple, que dans l'armée, dans la magistrature, dans l'université, le mobile de l'avancement ne soit pas suffisant pour pousser au tra-

vail (1)? De même, la fortune et la considération étant réservées surtout aux inventeurs, les instruments de travail se perfectionneront sans cesse et le progrès économique sera assuré.

La rétribution suivant les œuvres permet encore aux apôtres d'écarter cette objection qui leur fut souvent opposée, et qui s'adresse d'ailleurs à toute organisation collectiviste : les hommes accepteront-ils volontiers de remplir les fonctions les plus humbles de la société? Sans doute, les Saint-Simoniens ont recours à d'autres arguments; ils prétendent que l'humanité s'approprie de plus en plus les agents de la nature extérieure pour faire des travaux qu'à l'origine elle exécutait elle-même. « Pour remplacer les esclaves des sociétés antiques, dit Transon, elle a successivement réduit en esclavage l'air, l'eau, le feu, la vapeur. » Il en tire cette conséquence que, dans l'avenir, les travaux les plus durs n'existeront plus. Mais il s'empresse d'ajouter un argument qu'il juge plus solide : « Dans l'avenir, les fonctions inférieures, dans quelque ordre de travaux qu'on les considère, seront toujours un noviciat et un apprentissage, par lequel on devra nécessairement passer pour s'élever à un grade supérieur..... Dans les ordres religieux, le frère servant le plus infime sent en lui toute la dignité humaine, car il peut, selon la volonté de Dieu, être élevé au premier rang (2). « Le berger et l'apprenti,

(1) *L'Organisateur*, 6 novembre 1830,

(2) *Le Globe*, 27 juin 1831,

dit Lemonnier, qui sont « récompensés en proportion exacte, l'un de la bonne tenue de ses moutons, l'autre de la propreté des ateliers » et qui sont « assurés de monter en grade lorsqu'ils auront fait preuve suffisante de capacité » accepteront sans regret leur condition modeste (1). « Dans la caserne, dit un autre apôtre, le soldat s'occupe, à son tour des services domestiques du dernier ordre, sans se croire en cela dégradé; il sait que, pour n'y être plus soumis, il n'a besoin que de devenir caporal ou sergent (2). »

L'émulation professionnelle — c'est-à-dire, en somme, la concurrence entre les producteurs — a donc une importance capitale dans l'organisation saint-simonienne. On peut dire que tout le système croulerait si elle n'existait pas. Les apôtres sont donc forcés de la maintenir, non parce qu'elle est juste, mais parce qu'elle paraît indispensable.

D'ailleurs, ils ne croient pas que l'inégalité des conditions doive être toujours nécessaire. Leur intime conviction — ils l'expriment très rarement, pour ne pas éveiller des espérances pour l'instant chimériques, si rarement même qu'elle est passée presque inaperçue — leur intime conviction est que l'égalité complète, impossible au début sera réalisée dans un avenir lointain et qu'alors seulement existera la véritable fraternité universelle. « Dans l'état futur, dit l'un des apôtres, le supérieur élèvera incessamment à lui

(1) Lemonnier, *A chacun selon son mérite, à chacun selon son travail*, 1832, p. 2.

(2) *L'Organisateur*, 11 juin 1831.

l'inférieur ; et la hiérarchie définitive sera fondée ; la hiérarchie par laquelle l'humanité doit atteindre le dernier terme de son progrès et arriver à l'égalité complète, qui forme le but de tous les efforts dans la sphère actuelle de son activité, et qui, un jour réalisée, deviendra le signal de son passage à une nouvelle initiation, à un nouvel ordre d'existence. Ainsi nous parviendrons d'autant plus vite à l'égalité absolue que l'inégalité relative aura été plus fortement constituée, c'est-à-dire que les inégalités auront été mieux classées, selon leur virtualité, de manière à s'effacer graduellement dans une perfection commune » (1). Alors, la société saint-simonienne sera devenue tout à fait communiste, puisque chacun sera pourvu également, c'est-à-dire, bien entendu, suivant ses besoins.

(1) *L'Organisateur*, 1^{er} juillet 1830,

CHAPITRE VI

Le Fonctionnement du Système

Les idées de l'école au sujet de la valeur. — Dans l'avenir les salaires seront payés en nature ; il n'y aura plus besoin de monnaie-marchandise, ni même d'aucun signe monétaire. — Les docks de Londres. — Les familles d'élection seront substituées aux familles naturelles. — Dispositions particulières pour les objets de luxe et de fantaisie. — La valeur sur le marché et la valeur dans l'atelier. — Impossibilité de concevoir le fonctionnement du système saint-simonien.

La tâche fondamentale qui s'impose à l'état saint-simonien, s'il veut faire fonctionner pratiquement son organisme économique, c'est d'adapter sans cesse la production aux besoins de la consommation, de telle sorte qu'il n'y ait jamais nulle part — comme le dit *L'Exposition* — « ni disette ni encombrement ». Dans une société soumise à la libre concurrence, cette adaptation se produit automatiquement. Grâce à l'action des prix, qui varient « suivant le degré d'utilité que les consommateurs, capables de donner une contre-partie dans l'échange, attribuent aux diverses marchandises » (1), un équilibre suffisant est toujours

(1) Bourguin, *Les Systèmes socialistes*, 1904, p. 42.

assuré, en dépit de crises passagères. Dans une société collectiviste, où la valeur des produits est appréciée en unités de travail, l'équilibre est également obtenu, du moins théoriquement, « à condition que l'autorité centrale soit infaillible et assistée d'un service d'informations irréprochable » (1). Dans les deux cas, le problème dépend, avant tout, d'une base préalablement admise de la valeur : utilité finale ou travail. Quelle est, à cet égard, l'attitude de l'école saint-simonienne ?

Chose extraordinaire, mais qui s'explique par ce fait que leur doctrine est sociale bien plus qu'économique, les apôtres n'attachent guère d'importance à la notion de valeur. Enfantin formule ainsi son opinion : « Il est remarquable de voir que tous les économistes, jusqu'à Smith, commencent leurs ouvrages par des considérations de la plus haute généralité sur l'ensemble des rapports sociaux, tandis que, depuis l'auteur de la *Richesse des Nations*, les économistes entrent en matière par des points de détail, tels que la définition des mots *valeur*, *prix*, *production*, qui n'exigent aucune idée sur la composition ou l'organisation des sociétés. Cet accord unanime est facile à expliquer, si l'on observe que tous ces ouvrages ont été créés sous l'empire de la doctrine de la liberté, qui n'est pas autre chose que la négation de toute doctrine sociale (2) » Bazard, dans les deux volumes de

(1) Bourguin, *Les Systèmes socialistes*, 1904, p. 46.

(2) *Le Producteur*, tome IV, p. 388.

L'Exposition, dépeint l'organisation sociale de l'avenir, mais il s'en tient à de vagues généralités; un sentiment de prudence ou de timidité l'empêche de jamais faire intervenir la notion de valeur.

Pourtant l'école, sous peine d'avouer implicitement sa complète impuissance, ne pouvait pas, semble-t-il, persister dans cette abstention systématique. Les apôtres s'en aperçurent et, en 1831, Isaac Péreire fut chargé de préciser le fonctionnement du système. C'est d'après lui que nous allons l'étudier.

*
* *

Dès sa première *Leçon sur l'Industrie*, Isaac Péreire déclare qu'il est « fort important de s'entendre sur l'idée de valeur, pour savoir à quel ordre de faits elle appartient, car là est toute la question ». D'après lui, les idées de valeur et d'échange sont intimement liées : c'est uniquement parce que les hommes échangent entre eux les produits de leur industrie respective qu'il a été nécessaire de « déterminer la valeur respective des objets ».

Comment explique-t-on la valeur? Deux théories sont en présence. Selon J.-B. Say, dit Isaac Péreire, « l'élévation des prix est en raison directe de la quantité demandée et en raison inverse de la quantité offerte »; selon Ricardo, « la base de la valeur est la quantité de travail nécessaire pour obtenir un produit, l'habileté qu'on est obligé de déployer pour cela ». Entre ces deux définitions, Isaac Péreire n'hésite pas, il choisit la première, « qui est beaucoup

plus large, car elle comprend l'autre et a l'avantage de bien déterminer les rapports sociaux des vendeurs et des acheteurs » ; la seconde lui semble tout à fait inadmissible car, « quelque travail qu'ait occasionné un produit, lorsque la société n'en sent pas le besoin, lorsqu'il n'est pas demandé, il n'a pas de valeur » (1).

Mais au fond, tout comme Enfantin, Isaac Péreire pense que ces controverses entre économistes ne présentent qu'un intérêt secondaire ; peu lui importe la signification « économique » du mot valeur ; l'essentiel, à ses yeux, est sa signification « politique ». « Il n'y a lieu à fixer la valeur des produits, dit-il, que parce qu'il y a échange, que parce qu'il y a vente et achat, en d'autres termes antagonisme entre les divers membres de la société ». L'usage d'un signe monétaire pour mesurer la valeur, dit-il encore, « entretient la défiance et la lutte parmi les hommes et devient par là un obstacle au développement de l'industrie et par contre-coup de la moralité parmi les hommes. »

Or, dans la société future, les hommes ne seront plus « isolés », mais « associés » ; un certain nombre d'entre-eux sera chargé « de distribuer tous les produits qui forment le fonds de la production et de la consommation » ; la vente et l'achat étant supprimés, « il n'y aura plus lieu à s'occuper de la *valeur* », ni même d'un signe quelconque pour la représenter, « la monnaie d'or et d'argent » sera « sans objet (2). »

(1) *Le Globe*, 9 septembre 1831.

(2) *Le Globe*, 9 septembre 1831.

Mais comment le système pourra-t-il fonctionner sans faire intervenir la notion de valeur ? Pour s'en rendre compte, répond Isaac Pèreire, il suffit de considérer ce qui se passe aujourd'hui dans la plupart des services publics. Prenons comme exemple l'armée. « On donne à tous les soldats leurs armes, aux marins de l'Etat leurs vaisseaux ; mais il est tout à fait inutile d'estimer en argent ces armes et ces vaisseaux dans le compte des soldats et des marins, cela n'est nécessaire qu'entre les fournisseurs et l'Etat, parce qu'entre eux il y a lutte ». De même, dans l'avenir, il suffira que l'on ait « jugé utile de fournir à chaque individu tels ou tels objets » ; il sera tout à fait inutile d'apprécier leur valeur. Veut-on un autre exemple ? Il suffit de considérer ce qui se passe dans chaque famille où « les enfants n'évaluent pas en argent les services qu'ils peuvent rendre à leurs parents et réciproquement ». Ne dit-on pas de certains fils de famille, à qui il ne manque rien, « qu'ils ne connaissent pas la valeur des choses ? (1) »

Donc l'Etat saint-simonien n'aura à s'occuper pour la répartition des produits, instruments de travail ou objets de consommation, que « des quantités et des qualités ». Les revenus seront des fournitures, dont les individus auront la propriété, au sens actuel du mot. Dès que les produits seront prêts à être livrés « les *distributeurs* s'en empareront pour les répartir d'après la *règle* fixée par les *gouvernants* de l'in-

(1) Le *Globe*, 16 septembre 1831.

dustrie, dont une des principales fonctions consistera à recueillir l'expression des besoins de tous les individus et à modifier constamment la production d'après la manifestation progressive des besoins (1) ». D'ailleurs les Saint-Simoniens sont persuadés, que, pour les différentes catégories sociales, les besoins ne seront pas sujets à varier brusquement dans l'avenir comme cela a lieu aujourd'hui. La véritable cause de toutes les souffrances actuelles, dit Isaac Péreire, « ce sont les redevances que le travail paie à l'oisiveté » ; « au fur et à mesure que ces redevances diminueront, non seulement le bonheur des travailleurs augmentera, mais la production pourra devenir bien plus régulière : car elle aura une base large et constante, celle des besoins des masses, tandis que la consommation des riches est une base qui varie brusquement suivant la mode ou le caprice ». Dès lors il sera possible de prévoir avec une exactitude suffisante quelle quantité de produits sera nécessaire pour satisfaire les besoins des individus, de même qu'aujourd'hui l'administration de l'armée se rend parfaitement compte de la ration qu'il est utile de donner à chaque soldat (2).

Dira-t-on qu'il est impossible de répartir en nature les produits ? Mais l'Etat d'aujourd'hui trouve souvent de grands avantages à adopter ce système : dans les villes, il distribue l'eau et le gaz à chaque maison et même à chaque appartement ; il fournit aussi à un

(1) *Le Globe*, 24 septembre 1831.

(2) *Le Globe*, 10 septembre 1831.

grand nombre de fonctionnaires le logement, le chauffage et même des objets de luxe comme des voitures ou un mobilier.

Mais il y a mieux encore : il existe aujourd'hui des entrepôts sur l'organisation desquels l'Etat futur n'aura qu'à prendre modèle. Isaac Péreire veut parler des docks de Londres, dont il donne une très longue description. Ce sont, dit-il, « des canaux sur le bord desquels sont établis les magasins de la ville de Londres ; ils renferment toutes les marchandises coloniales et une foule d'autres ». Les propriétaires de ces marchandises ne s'inquiètent d'aucun soin ; les directeurs des docks s'occupent du déchargement, constatent les avaries, « déterminent les quantités et les qualités, distribuent et classent les marchandises par espèces ». Cette organisation perfectionnée permet de réaliser une grande économie, car toutes ces opérations n'exigent qu'un petit nombre d'hommes. Les machines les plus ingénieuses sont employées, soit pour débarquer chaque sorte de marchandise et la mettre en magasin, soit pour la retirer ensuite des magasins. « Les ouvriers sont organisés en brigades, ils y a des brigades de tonneliers, marqueurs, etc. » Le propriétaire n'intervient que pour réclamer son warrant, sur lequel on a inscrit « l'indication de la quantité, de la qualité et du déchet de chaque marchandise ». Comme toutes ces denrées sont l'objet d'une grande spéculation avant qu'elles soient employées, ces warrants passent de mains en mains, jusqu'à ce qu'ils soient arrivés à celles des consom-

mateurs et c'est alors seulement que les marchandises sortent des magasins. « C'est ainsi, conclut Isaac Pèreire, que, d'un centre commun, elles se distribuent non seulement dans toute la ville, mais dans toute l'Angleterre et sur tout le continent ». Dans l'avenir, l'organisation sera semblable, l'Etat jouant le rôle qui appartient aujourd'hui aux spéculateurs (1).

D'autre part des mesures seront prises pour que cette distribution en nature puisse s'opérer aussi facilement que possible; cela changera beaucoup l'aspect général de la société. Les industriels seront divisés en corps suivant leurs spécialités. « Il y aura par exemple dans chaque commune, dans chaque bourg, dans chaque arrondissement d'une grande ville des associations de cordonniers, de tailleurs, d'imprimeurs, de fabricants de chapeaux ». Dans chacun de ces groupements, « les sympathies naturelles pourront librement se développer comme dans l'armée où la camaraderie, la fraternité existent entre les soldats, parce qu'ils sont unis, associés pour une œuvre commune ». Ces réunions d'hommes « animés des mêmes désirs, des mêmes espérances » seront de véritables « famille d'élection » qui remplaceront les familles d'aujourd'hui. Isaac Pèreire le dit nettement et même il insiste sur ce point — le plus scabreux de toute la doctrine — tandis que jusqu'ici les apôtres avaient évité de se prononcer catégoriquement. Dans le sein de ces familles nouvelles, « les industriels de l'avenir

(1) *Le Globe*, 24 septembre 1831.

viendront se délasser de leurs travaux, puiser de nouvelles forces, jouir de tous les avantages de la sociabilité ». Péreire semble sincèrement croire que les hommes seront heureux de ce changement. « N'a-t-on pas vu déjà des monastères, des couvents, des casernes où, malgré la sévérité de la règle à laquelle les individus étaient soumis, il y a eu pendant longtemps, pour les membres qui les composaient, du bonheur à être réunis? » Que sera-ce donc lorsque ces familles ne seront plus formées d'hommes ou de femmes seulement, mais de couples et lorsque l'harmonie des efforts, la conformité des goûts seront telles, qu'ils se sentiront tous vivre les uns dans les autres. « Il résultera de cette organisation une économie de forces incalculable ». Nous ne citerons qu'un exemple, dit Isaac Péreire, que chacun de vous a été à même de vérifier : on rencontre souvent dans la même maison, sur le même palier plusieurs tailleurs, il y a autant de ménages et autant de femmes absorbées par les soins qu'ils exigent. « Etendez cet exemple, et vous aurez une image fidèle de la société tout entière (1). »

Contre ce système, Isaac Péreire ne prévoit qu'une seule objection : Cette distribution des produits, faite au nom de l'Etat par des fonctionnaires publics se comprend, si l'on veut, pour les instruments de travail ou pour les objets de consommation d'un usage courant, mais, pour les articles de luxe, pour le costume, pour la toilette, pour tout ce qui est du domaine

(1) *Le Globe*, 16 septembre 1831.

de la fantaisie individuelle, n'y a-t-il pas lieu de prévoir un mode de distribution particulier ? Le citoyen de l'avenir sera-t-il obligé de se contenter de mobiliers sans charme, sans caractère, analogues à ceux que fournit aujourd'hui l'Etat ? Non certes ! De tels objets, dit Péréire, on a bien le droit de vouloir « les choisir soi-même, leur imprimer le cachet de son individualité, en dirigeant leur production, en faisant modifier leur forme, et on doit reconnaître les avantages de ce choix, car cela sert à développer le goût de chacun. »

Aussi, en dehors de la « distribution générale » qui concerne seulement les produits qui ne sont pas l'objet d'un désir instantané, ou bien sur lesquels l'individu n'a pas besoin d'exercer une influence directe « une autre distribution sera faite, sur d'autres bases. Les travailleurs, suivant l'importance de leurs fonctions, auront tous un grade. Chaque individu, suivant son grade, aura un habit particulier et cet habit indiquera à tous le degré de confiance qu'on peut lui accorder ». Lorsque le consommateur aura envie d'un objet de fantaisie, le gérant du magasin, auquel il s'adressera, « prendra son nom » au lieu de prendre son argent, comme aujourd'hui. « La valeur personnelle et intransmissible succèdera ainsi à cette valeur matérielle et conventionnelle qui se transmet aujourd'hui et qui investit souvent les hommes les plus immoraux d'une grande puissance ». Alors, au lieu des comptes que chaque marchand tient de sa vente, il inscrira sur son registre tous les noms des

personnes auxquelles il livrera ses produits dans l'ordre de leur fonction; et à certaines époques, comme cela se pratique dans le commerce, il enverra à chaque chef de fonction un extrait du compte des membres de sa famille. « Cette opération n'a-t-elle pas lieu aujourd'hui pour toutes les personnes qui ont des crédits ouverts chez leurs fournisseurs? » Mais nous sommes convaincus, ajoute Isaac Péreire, que cette mesure deviendra de moins en moins utile, au fur et à mesure du développement de la moralité sociale et individuelle. »

Donnant libre cours à son imagination, Isaac Péreire ne craint pas d'entrer dans les détails. Comment pourra-t-on voyager sans argent? Rien de plus simple. Chaque voyageur aura un passeport « qui sera ce qu'est maintenant la lettre de crédit, qui procure aux voyageurs, dans chaque ville, tous les moyens de satisfaire à leurs besoins ». Sur le passeport sera mentionné « l'état, le rang de l'individu ». Il lui ouvrira plus spécialement l'entrée dans le sein de la famille à laquelle il appartient, c'est-à-dire au milieu des hommes de son état, et il lui attirera la protection de tous sur la terre, car il n'y aura plus alors d'étrangers. »

Serait-on choqué de porter un uniforme? Mais les militaires, les magistrats, les préfets ne se plaignent pas d'en avoir un. Cependant, dit Isaac Péreire « loin de nous la pensée de vouloir emprisonner les hommes en quelque sorte dans des moules, dans des formes de vêtements invariables... Aussi pour bien nous

comprendre, il ne faut se placer ni dans l'absolu qui écrase le militaire, ni dans l'indépendance sans règle de l'habit bourgeois. Rassurez-vous, on peut trouver assez de formes, réunir assez de nuances, pour satisfaire l'individualité la plus exigeante (1). »

*
* *

Ainsi, la lecture des *leçons sur l'industrie*, ménage au lecteur une grosse déception : Isaac Péreire sort des données de la science pour entrer dans le domaine de la plus extravagante fantaisie.

Dès lors, la question que nous avons posée reste entière : l'organisme économique pourra-t-il fonctionner sans qu'intervienne l'idée même de la valeur ? Sur quelles bases le gouvernement central établira-t-il sa production suivant les articles sans savoir à quel prix cette production lui reviendra ?

La difficulté, très réelle, Isaac Péreire l'a évitée, mais il l'apercevait très bien. Après la description de l'ordre futur en l'absence de toute notion de valeur et de toute monnaie, il déclare — contrairement à ce qu'il disait au début — qu'il « sera toujours nécessaire d'évaluer les produits les uns par rapport aux autres, de les *comparer* entre eux, afin de tirer le meilleur parti possible des *efforts*, du *temps* et des *matériaux* employés à la production ». Il était important, dit-il, « de bien distinguer ces deux points

(1) *Le Globe*, 24 septembre 1831. — Voir aussi l'analyse de cet article dans Janet, Saint-Simon et le saint-simonisme, 1878, pp. 103 et suivantes.

de vue, qui peuvent être en d'autres termes caractérisés ainsi : *valeur sur le marché* et *valeur dans l'atelier* (1). »

Malheureusement, il s'en tient là; il lui eût été, probablement, fort difficile d'en dire plus. Car comment exprimer cette « valeur dans l'atelier ? » Il ne saurait être question de la valeur fixée en travail, que l'école rejette formellement, ainsi que nous l'avons vu. En l'absence de tout « signe monétaire », il faudrait donc imaginer une unité de valeur idéale; l'application d'un tel système n'est guère concevable; des réformateurs postérieurs aux Saint-Simoniens ont dû reculer devant l'impossibilité d'une semblable tentative (2). »

(1) *Le Globe*, 16 septembre 1831.

(2) V. Bourgouin, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, 1904, p. 81 et suiv.

CONCLUSION

Les trusts et les cartels vérifient les idées saint-simoniennes.

— L'oisiveté héréditaire indéfiniment est une conception fausse : les fortunes actuelles sont toutes de date récente.

— Comment les sociétés d'aujourd'hui améliorent le sort de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. — Le nivellement progressif des jouissances. — Le saint-simonisme et le collectivisme. — Impossibilité de transformer radicalement la nature humaine.

Qu'est-il advenu des revendications saint-simoniennes ? Depuis 1830, tout en restant individualiste, la société a subi de profondes transformations. Les sciences, comme le prévoyaient les apôtres, ont augmenté, dans d'énormes proportions, l'action de l'homme sur la nature ; en même temps, le plus grand obstacle aux relations économiques a disparu : les distances entre les continents ont été, pour ainsi dire, supprimées et le monde est devenu un vaste marché. Pour satisfaire à des besoins toujours croissants, l'industrie s'est organisée sur de nouvelles bases ; les entreprises ont cherché un accroissement de forces en agrandissant leurs dimensions. Des associations de capitaux, de plus en plus puissantes, se sont formées, de telle sorte qu'aujourd'hui, ce sont

bien réellement les banquiers qui dirigent l'activité économique.

Pour parer aux graves dangers des crises de surproduction, des ententes plus ou moins étroites se sont établies entre les producteurs. Sous les noms de comptoirs de vente, cartels ou trusts, les entreprises sont devenues gigantesques ; elles s'efforcent toujours davantage de régler la production d'après les besoins de la consommation, d'établir une fixité des prix aussi grande que possible. On ne peut plus dire que la concurrence s'exerce toujours sans limite. On constate au contraire « que les crises se sont raréfiées, à mesure que, se constituant en grandes associations, les détenteurs du capital ont acquis une connaissance plus exacte du marché et de ses besoins » (1). Tous ces phénomènes si caractéristiques de notre époque sont conformes aux prévisions des Saint-Simoniens.

Doit-on encore leur donner raison sur un autre point ? De vives critiques — qui corroborent les théories saint-simoniennes — se sont produites de nos jours contre l'état démocratique ; on l'a accusé de « cultiver l'incompétence » non-seulement au point de vue purement gouvernemental, mais aussi en ce qui concerne les fonctionnaires, qui ne seraient pas toujours choisis uniquement en raison de leur aptitude professionnelle (2). Remarquons seulement

(1) Fournier, *Les Théories socialistes au XIX^e siècle*, Préface, page XVI.

(2) Voir le livre de M. Faguet, *Le Culte de l'incompétence*, et l'ouvrage de M. Maxime Leroy, *Syndicats et services publics*, 1910.

qu'une profonde réorganisation administrative, qui est à l'ordre du jour, pourrait avoir pour résultat de remédier à cet état de choses ; notons aussi que, dans le domaine économique, l'intérêt des individus comme celui des entreprises tend — quoi qu'en disent les Saint-Simoniens — à donner à chacun une place en rapport avec sa capacité.

Sur le terrain de la répartition, la société individualiste rétribue chaque citoyen suivant l'utilité de son travail, suivant les services rendus, de sorte que la règle est à peu près la même que dans la société saint-simonienne. Mais doit-on toujours dire, avec les apôtres, que « l'exploitation de l'homme par l'homme » subsiste, puisqu'il existe une minorité de « capitalistes » à côté de la masse des « travailleurs » ? Ici une double remarque s'impose.

D'abord, il est faux de dire — comme Enfantin — que la possession d'un capital tend « à constituer dans la société l'existence d'un oisif par transmission jusqu'à l'époque la plus reculée ». Les fortunes actuelles, surtout les plus fortes, sont de date récente (1). Et puis, les sociétés par actions, qui ont permis une concentration énorme des capitaux, ont eu aussi pour résultat de disséminer la propriété des capitaux en un nombre infini de parts. Nombreux sont les travailleurs qui ont réussi à se constituer une épargne et qui n'attendent pas de l'Etat la sécurité de leurs vieux jours.

(1) D'Avenel, *Découvertes d'histoire sociale*, pp. 10 et 29.

Du reste, les sociétés d'aujourd'hui ne sont pas incapables d'assurer les hommes contre les risques de l'existence. Les progrès sont lents mais ininterrompus. Limitation de la journée de travail, mesures d'hygiène et de sécurité, lois qui concernent les accidents du travail, l'invalidité ou la vieillesse, la liste est déjà longue et témoigne d'une volonté bien nette d'améliorer sans cesse la condition « de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre ».

Il faut surtout remarquer que les grands progrès économiques réalisés au cours du xix^e siècle sont, quoi qu'il en paraisse au premier abord, beaucoup plus avantageux pour le peuple que pour la catégorie des citoyens aisés. A ceux-ci la création et la circulation d'une masse de produits nouveaux procure seulement une économie; à celui-là elle procure une jouissance. Comme le dit M. d'Avenel, « le peuple possède maintenant des choses que le riche était seul à posséder autrefois »; la table du riche a seulement « changé de prix », celle du peuple a « changé de nature ». L'avantage positif dans cette évolution « est tout entier du côté du peuple : avantage matériel, puisqu'il accède à des biens jusqu'ici hors de son atteinte; avantage moral aussi, puisque sa condition ne diffère plus autant de celle des classes supérieures » (1).

Ce nivellement progressif des jouissances et les larges progrès qui sont encore possibles dans un avenir

(1) D'Avenel, ouvrage cité p. 129.

rapproché, permettent d'accepter sans regret la faillite de tous les systèmes, qui sont incapables de réaliser leur idéal sans opérer un bouleversement complet de l'ordre existant.

*
* *

Nous ne pouvons terminer cette étude sans rapprocher le système saint-simonien du collectivisme issu des théories de Marx.

Les deux conceptions diffèrent profondément l'une de l'autre quant à la règle admise pour la répartition. Les collectivistes rétribuent les individus suivant la durée de leur travail, c'est-à-dire suivant la peine qu'ils ont prise; les Saint-Simoniens leur attribuent un salaire proportionné à leur mérite, c'est-à-dire en somme suivant le résultat qu'ils ont obtenu. L'organisation saint-simonienne, en ne réalisant pas l'égalité absolue, permet de trouver des titulaires pour les emplois les plus humbles; elle stimule fortement toutes les activités. A ce point de vue les Saint-Simoniens sont supérieurs aux collectivistes qui se heurtent, s'ils veulent conserver la valeur-travail, à d'insolubles difficultés.

Sur tous les autres points, nous ne pensons pas que l'on puisse découvrir de bien grandes différences entre les deux systèmes. Le bien-être et l'existence même des individus dépend de l'organisme central qui doit être infaillible; les hommes perdent toute liberté et l'institution de la famille est ébranlée. La société future ressemblera toujours, si elle devient collecti-

viste, à « l'atelier industriel » des Saint-Simoniens qui n'est en somme qu'une vaste caserne.

Les apôtres ont construit leur système avec une implacable logique ; sincères avant tout, ils n'ont pas craint de mettre en relief les aspects les moins séduisants de l'avenir. Il est vrai qu'ils comptaient transformer moralement les hommes. Mais le collectivisme serait-il possible avec des individus semblables à ceux d'aujourd'hui ? Nous pensons, avec M. Dolléans, que « la transformation radicale de la nature humaine est un postulat indémontré et indémontrable » (1). Il fait peut-être « la plus grande infirmité » des doctrines socialistes.

Vu : Le Président de thèse,
A. DESCHAMPS.

Vu : *Le doyen*,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
L. GRÉARD.

(1) Dolléans, *Le Caractère religieux du socialisme*, 1906, p. 15.

BIBLIOGRAPHIE

1° Écrits Saint-Simoniens :

BAZARD, *Doctrine de Saint-Simon, Exposition*, 1^{re} et 2^e année, Paris, 1829 et 1830.

ENFANTIN, *Économie politique et Politique* (recueil d'articles parus dans *Le Globe*), Paris, 1831.

BÉRANGER, *L'armée, La concurrence*, Paris, 1832.

MICHEL CHEVALIER, *L'organisation industrielle de l'armée*, Paris, 1832.

SAINT-FLACHAT, *Le choléra*, Paris, 1832.

Le Producteur (années 1825 et 1826), 5 volumes.

L'Organisateur (années 1829, 1830 et 1831).

Le Globe, du 11 novembre 1830 au 20 avril 1832.

FOURNEL, *Bibliographie saint-simonienne* (1802-1832), Paris, 1833.

2° Travaux sur la Doctrine saint-simonienne et études diverses :

CARNOT, *Sur le Saint-Simonisme*, Paris, 1887.

JANET, *Saint-Simon et le Saint-Simonisme*, Paris, 1878.

ÉLIE HALEVY, *La doctrine économique de Saint-Simon et des Saint-Simoniens* (deux études parues dans la *Revue du mois*), Paris, 1908.

CHARLÉTY (SÉB.) *Histoire du Saint-Simonisme*, Paris, 1896.

DOLLÉANS, *Le caractère religieux du socialisme*, Paris, 1906.

BOURGOUIN, *Les systèmes socialistes et l'évolution économique*, Paris, 1904.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Préliminaires.....	1
CHAPITRE I. — <i>Les mesures transitoires et le Gouvernement de l'avenir</i>	13
CHAPITRE II. — <i>L'éducation</i>	26
CHAPITRE III. — <i>L'organisation industrielle du travail</i>	38
CHAPITRE IV. — <i>La religion saint-simonienne</i>	52
CHAPITRE V. — <i>L'inégalité des salaires et l'émulation pro- fessionnelle</i>	63
CHAPITRE VI. — <i>Le fonctionnement du système</i>	73
Conclusion.....	86
Bibliographie.....	93
